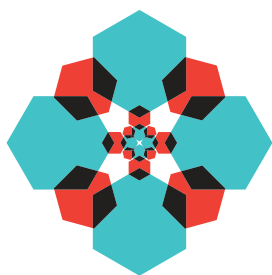


# Rapport d'activité *2018*





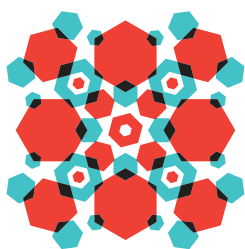
*Agir*

21



*Servir*

37

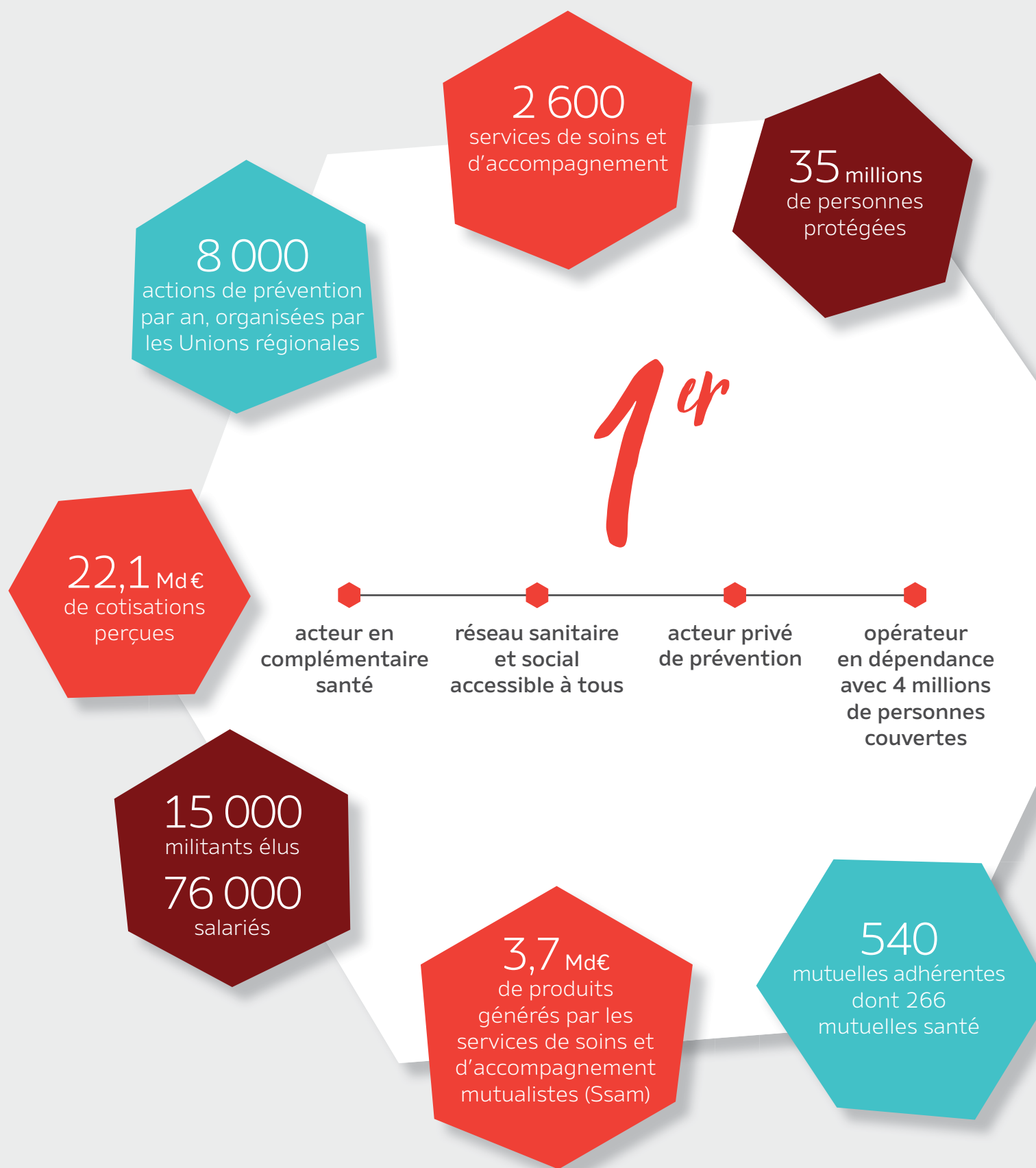


*Animer*

51

## *sommaire*

La Mutualité Française en chiffres	3
Temps forts 2018/2019	4
Les métiers des mutuelles : améliorer les conditions de vie	6
1 <sup>er</sup> réseau sanitaire et social à but non lucratif	8
Un modèle d'entreprendre autrement au bénéfice de tous	9
Une gestion responsable au bénéfice des adhérents	10
La FNMf, une organisation professionnelle représentante des mutuelles	11
La gouvernance	12
Interview croisée	14
Rapport moral	18



**MUTUALITÉ, N.F. :** système de solidarité entre les membres d'un groupe, à base d'entraide mutuelle.  
*Larousse*

# Temps forts 2018/2019

Juin 2018



## UNE CAMPAGNE POUR RÉAFFIRMER LE SENS DU MOT « MUTUELLE »

Lancement de la campagne de communication « Votre "mutuelle" est-elle vraiment une mutuelle ? » qui permet d'apporter des éléments de réaffirmation et d'identification sur les valeurs et les principes de fonctionnement des « vraies » mutuelles.

## UN « QUE SAIS-JE ? » CONSACRÉ À « LA MUTUALITÉ »

Les auteurs, Thierry Beaudet et Luc Pierron, reviennent sur l'histoire et les perspectives de la Mutualité, autour de trois périodes déterminantes : la création de la Sécurité sociale, l'entrée sous la réglementation européenne et les dernières réformes de la complémentaire santé.



Du 13 au 15 juin 2018

## LE CONGRÈS DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE À MONTPELLIER

En présence du Président de la République et de la ministre des Solidarités et de la Santé qui ont présenté la réforme du Reste à charge zéro (RAC 0), avec le **plan 100 % Santé**, et une réforme de la politique du grand âge avec l'annonce d'une loi à venir sur la dépendance.



## PARTENARIAT SIGNÉ AVEC L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE (AMF)

Un partenariat qui encourage la coopération des mutuelles locales ou nationales et des collectivités locales sur les questions de santé, de perte d'autonomie et de prise en charge de la petite enfance.



## L'HISTOIRE DES MUTUELLES DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE À NOS JOURS



Publication en juin 2018 aux éditions de La Martinière de « **La Mutualité, grande semeuse de progrès social** », écrit par l'historienne Charlotte Siney-Lange et exposition photo « **Vos mutuelles au cœur de la société : 150 ans**

d'innovation », qui illustre le savoir-faire des établissements mutualistes en termes d'innovation et de lien humain, ainsi que leur enracinement dans les territoires.

## L'INNOVATION À L'HONNEUR



Organisation d'un **Innovathon** sur le thème de « la mutuelle de demain ».

Remise des **prix Innovation mutuelle** en partenariat avec la Fondation de l'avenir et Liberté Living

Lab pour récompenser des **start-ups** innovantes en matière de santé ou d'impact social et sociétal.

Octobre 2018

## PLACE DE LA SANTÉ

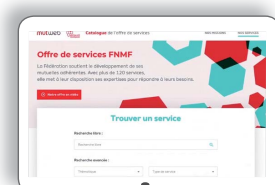
Place de la santé – L'Observatoire **sur les impacts financiers du vieillissement**.

## UN NOUVEL OBSERVATOIRE

Publication de la deuxième édition de

## LA MUTUALITÉ FRANÇAISE LANCE SON CATALOGUE D'OFFRE DE SERVICES

Plus de **125 services** répertoriés et accessibles sur Mutweb aux mutuelles adhérentes à la FNMF.



# 2019

## Novembre 2018

9 novembre 2018

### 2<sup>E</sup> JOURNÉE DE L'INNOVATION POUR L'AUTONOMIE

En partenariat avec Générations mutualistes sur le thème : « Personnes âgées : quelles solutions à la hauteur des enjeux de l'accompagnement à domicile ? ».

Du 21 novembre  
au 17 décembre 2018

### PREMIERS CERCLES EN RÉGIONS DE LA FNMF

Lancement de nouveaux rendez-vous en régions qui permettent aux mutuelles adhérentes d'échanger sur le terrain des sujets d'actualité FNMF.

## Décembre 2018

### PARUTION DES PROPOSITIONS DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

pour réformer la politique du grand âge et de l'autonomie.



13 décembre 2018

### CONFÉRENCE

sur « L'innovation au service du patient et de l'hôpital : quel impact sur l'organisation du réseau mutualiste ? » en partenariat avec le Groupement hospitalier de la Mutualité Française (GHMF).

Début 2019

### RÉSILIATION INFRA-ANNUELLE

Dénonciation par la Mutualité Française de la proposition de loi visant à instaurer un droit de résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance complémentaire santé.

14 février 2019

### LISIBILITÉ DES GARANTIES

Signature, en présence de la ministre des Solidarités et de la Santé, d'un « Engagement pour la lisibilité des garanties de complémentaire santé » entre la Mutualité Française, la Fédération française de l'assurance (FFA), le Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP) et l'Unocam.

28 février 2019

### LANCEMENT DES INTERRÉGIONALES

pour échanger et décrypter, dans les territoires, des sujets d'actualité qui impactent la vie des mutuelles.

20 mars 2019

### GRAND DÉBAT NATIONAL : LES MUTUELLES À L'ÉCOUTE DES FRANÇAIS EN MATIÈRE DE SANTÉ

La Mutualité Française contribue au Grand débat national via la synthèse de la centaine de débats que les mutuelles ont organisés en région.

26 mars 2019

### PLACE DE LA SANTÉ - LES RENCONTRES SUR LE GRAND ÂGE ET LA PERTE D'AUTONOMIE

Avec la participation d'Olivier Véran, Député, Rapporteur général de la Commission des affaires sociales, de Marie-Anne Montchamp, Présidente de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie, de Gilles Finchelstein, Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, et d'André Accary, Président du département de Saône-et-Loire.

11 avril 2019



### GRAND ORAL POUR LES TÊTES DE LISTES AUX EUROPÉENNES

Organisation de l'événement Place de la santé-Europe qui a réuni les principales têtes

de listes françaises aux élections européennes à la Maison de la Radio.

Mai 2019

### SIGNATURE

d'une convention avec Axel Kahn, Président de la Fondation internationale de la recherche appliquée sur le handicap (Firah).



5 juin 2019

### LANCEMENT

de la première Journée des dirigeants effectifs qui a réuni 150 mutualistes de Livre II.

Juin 2019

### RENOUVELLEMENT

du partenariat avec le Collège des économistes de la santé pour renforcer la communication d'influence de la Mutualité Française auprès du monde de la santé.

25 et 26 septembre 2019

### JOURNÉES DE RENTRÉE

à Nancy sur le thème de la transformation du système de santé.

# Les métiers des mutuelles

## Améliorer les conditions de vie



### LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

**1<sup>ER</sup> FINANCEUR DES DÉPENSES DE SANTÉ  
APRÈS LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Le cœur de métier d'une mutuelle est de garantir à ses adhérents une protection sociale complémentaire de qualité, qui leur permet d'être remboursés partiellement ou totalement des frais de santé peu ou pas pris en charge par l'assurance maladie obligatoire, comme l'optique, l'audition, ou le forfait journalier et la chambre particulière lors d'une hospitalisation.



### UNE OFFRE INNOVANTE DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT

**1<sup>ER</sup> RÉSEAU SANITAIRE ET SOCIAL  
ACCESSIBLE À TOUS**

Les mutuelles de la Mutualité Française gèrent 2 600 services de soins et d'accompagnement. Acteurs de terrain, présents sur le territoire, ces établissements interviennent dans tous les domaines de la santé et du bien-être : des centres dentaires, d'optique, d'audition, des centres de santé médicaux, des établissements hospitaliers, des crèches, des services pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Ces établissements et services ont pour principal objectif de permettre l'accès pour tous à des soins de qualité à des tarifs modérés et de répondre aux besoins de proximité.



**18,6 Md€**

DE COTISATIONS EN COMPLÉMENTAIRE SANTÉ



**2 600**

SERVICES DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTES



### UN PARTENAIRE DE VIE POUR LA RETRAITE ET LA PRÉVOYANCE

**1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR EN DÉPENDANCE AVEC  
4 MILLIONS DE PERSONNES COUVERTES**

La plupart des mutuelles proposent une offre de prévoyance et retraite, afin de couvrir l'ensemble des besoins de protection sociale complémentaire : incapacité temporaire de travail, invalidité, décès, dépendance, épargne-retraite. Les adhérents bénéficient ainsi d'une protection complète pour eux et leurs proches.



### LA PRÉVENTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE

**1<sup>ER</sup> ACTEUR DE PRÉVENTION  
APRÈS LES POUVOIRS PUBLICS**

En tant qu'acteur global de santé, les mutuelles mettent en œuvre de nombreuses actions de prévention et de promotion de la santé. Elles permettent ainsi à leurs adhérents de faire des choix éclairés et d'adopter des comportements favorables pour la préserver.



**3,5 Md€**

DE COTISATIONS EN PRÉVOYANCE VIE ET NON VIE

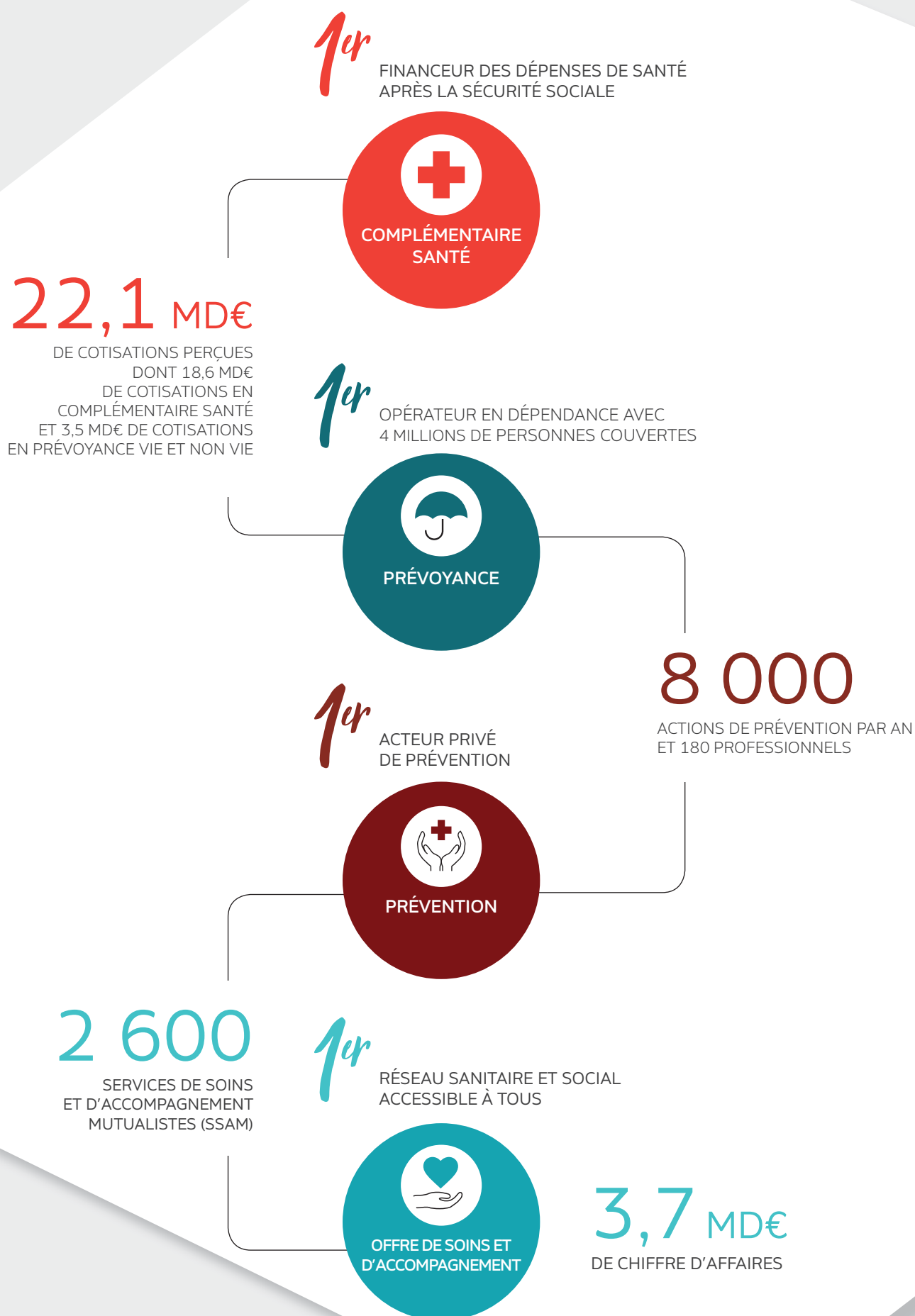


**180**

PROFSSIONNELS EN PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ  
AU SEIN DES UNIONS RÉGIONALES

**8 000**

ACTIONS ORGANISÉES PAR LES UNIONS RÉGIONALES



# 1<sup>er</sup> réseau sanitaire et social *à but non lucratif*

## ACTIVITÉS SOCIALES ET MÉDICO-SOCIALES



**519**

établissements et services  
médico-sociaux  
(Ehpad, services  
de soins à domicile...)



**215**

établissements et services  
pour la petite enfance



**41**

initiatives sociales  
(logements pour les jeunes,  
logements intermédiaires  
pour personnes âgées  
ou en situation de handicap)

## ACTIVITÉS SANITAIRES ET AMBULATOIRES



**756**

magasins d'optique



**477**

centres dentaires



**52**

pharmacies



**368**

centres d'audition



**55**

centres médicaux  
et polyvalents



**87**

établissements  
d'hospitalisation



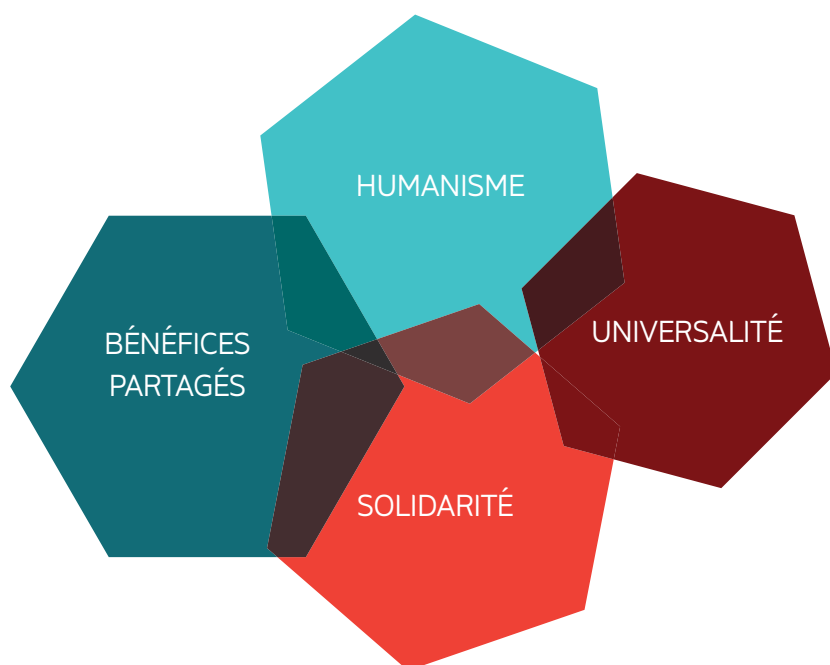
**28**

centres infirmiers



# Un modèle d'entreprendre autrement *au bénéfice de tous*

Les mutuelles sont des sociétés de personnes régies par le Code de la Mutualité. Elles se distinguent fondamentalement des sociétés commerciales d'assurance par leurs valeurs : humanisme, universalité, solidarité et bénéfices partagés.



## IMPLIQUER LES ADHÉRENTS ET LES INCITER À S'ENGAGER

Les adhérents sont à la fois bénéficiaires et gestionnaires de leur mutuelle. Ils sont **garants d'une gestion prudente et d'une innovation permanente** grâce au fonctionnement démocratique des mutuelles. Ce mode de gouvernance offre aux adhérents la possibilité d'être parties prenantes, notamment par le vote annuel du projet stratégique lors de l'Assemblée générale. À cette occasion, chaque mutuelle publie et présente, en toute transparence, ses comptes à ses adhérents.

### HUMANISME : PLACER L'HUMAIN AU CŒUR DE L'ACTION

Le réseau de soins et de services animé par les mutuelles couvre tous les territoires et l'intégralité de la chaîne de la santé et du bien-être : de la maternité à la maison de retraite, du cabinet médical au centre hospitalier. Cette présence sans équivalent permet d'accompagner chacun au plus près de ses besoins dans son parcours de santé et de soins.

### UNIVERSALITÉ : PRENDRE EN CHARGE LA SANTÉ DANS SA GLOBALITÉ

Les mutuelles garantissent une égalité de traitement à tous les adhérents et proposent des services avec des valeurs universelles, sans sélection des risques et des populations. Le mutualisme participe ainsi à la construction d'une société dans laquelle l'amélioration individuelle des conditions de vie se conjugue au collectif.

### SOLIDARITÉ : ŒUVRER À DAVANTAGE DE PROGRÈS SOCIAL

Le mutualisme fait du lien social son moteur. Le collectif et l'entraide ouvrent la voie à l'accès à la santé et au bien-être du plus grand nombre. En faisant vivre la chaîne de la solidarité et en générant des bénéfices partagés et utiles à tous, le mutualisme fait de la santé, et plus largement du progrès social, un bien commun.

### BÉNÉFICES PARTAGÉS : CRÉER UN CERCLE VERTUEUX

Libres, indépendantes, sans actionnaires, les mutuelles de la Mutualité Française investissent leurs excédents pour imaginer et bâtir des solutions durables en faveur de la santé et du bien-être du plus grand nombre. Elles créent ainsi un cercle vertueux de redistribution et de bénéfices partagés entre tous leurs adhérents.

# Une gestion responsable au bénéfice *des adhérents*

Une gestion prudente  
qui répond aux obligations :

**288 %**  
de marge de solvabilité

Source : ACPR, calculs Drees, Rapport 2017  
- La situation financière des organismes  
complémentaires assurant  
une couverture santé

**56** Md€ d'actifs

Un secteur porteur :

**76 000**  
salariés dans les mutuelles

dont  
**15 000**  
professionnels de santé

## DES FRAIS DE SERVICE ET DE FONCTIONNEMENT MAÎTRISÉS

Pour **100 €** de cotisations :

**70,9 €**  
Dépenses de santé  
remboursées  
par les mutuelles

>  
soit 80 € HT selon  
les calculs de la Drees

**14,4 €**  
Taxes

**14,7 €**  
Frais  
de gestion

dont :

● **0,2 €** PUBLICITÉ

● **5,8 €** SALAIRES

● **8,7 €** IMMOBILIER  
(sièges, agences),

SYSTÈMES D'INFORMATION,  
SERVICES (tiers payant,  
réseaux de soins, prévention,  
action sociale)

# La FNMF, une organisation professionnelle *représentante des mutuelles*

Créée en 1902, la Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF) est le porte-parole des mutuelles et unions mutualistes.

Présidée par Thierry Beaudet, la FNMF est présente en métropole et en outre-mer via 17 Unions régionales qui portent et mettent en œuvre ses positions auprès des décideurs locaux. Ses missions principales :

1

## **PROMOUVOIR LES ATOUTS ET LES SPÉCIFICITÉS DES MUTUELLES**

en tant que spécialistes de la santé et de la protection sociale, mais aussi en tant qu'entreprises mutualistes confrontées à des contraintes économiques, réglementaires et d'activités.

2

## **VALORISER LE RÔLE ESSENTIEL DES MUTUELLES ADHÉRENTES AU SEIN DU SYSTÈME DE SANTÉ**

de par leurs activités et le nombre de personnes qu'elles protègent : 35 millions de personnes protégées, principal employeur dans certaines régions.

3

## **PROPOSER DES PISTES D'AMÉLIORATION OU D'INNOVATIONS EN MATIÈRE D'ORGANISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ**

en adéquation avec les valeurs mutualistes pour permettre un accès aux soins pour tous : amélioration de l'accès à l'offre de soins de premier recours, régulation de dépenses de santé, tiers payant, etc.

4

## **ACCOMPAGNER L'ÉVOLUTION DU RÔLE DES MUTUELLES**

sur l'ensemble de la protection sociale et sur la diversification de leurs services afin de répondre aux nouveaux besoins des adhérents.

## **UNE DÉMARCHE MILITANTE ET PROSPECTIVE**

La FNMF participe aux nombreux débats publics sur toutes les questions de protection sociale et de santé, comme sur la bioéthique, le Reste à charge zéro ou encore le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Elle est force de propositions auprès des pouvoirs publics et anime le dialogue avec les professionnels de santé et les partenaires santé. Elle coordonne l'activité des représentants mutualistes dans les instances publiques notamment celles de gestion de l'assurance maladie obligatoire : conseils des caisses d'assurance maladie, caisses de retraite et de santé au travail, instances de démocratie sanitaire (conférences régionales de la santé et de l'autonomie, conseils territoriaux de santé), instances placées auprès des départements (conseils départementaux pour la citoyenneté et l'autonomie, conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie), conseils économiques, sociaux et environnementaux.

# La gouvernance

## LE PRÉSIDENT ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL



**THIERRY BAUDET**  
Président  
de la Fédération nationale  
de la Mutualité Française



**ALBERT LAUTMAN**  
Directeur général  
de la Fédération nationale  
de la Mutualité Française



**DR JEAN-MARTIN COHEN SOLAL**  
Délégué auprès du Président  
de la Fédération nationale de la Mutualité Française

## LE COMITÉ DE DIRECTION DE LA FÉDÉRATION



**FRANÇOIS RAUCH**  
Directeur, Direction  
de la communication  
et de l'information

**JEAN-PHILIPPE DIGUET**  
Directeur, Direction  
des assurances

**CHRISTOPHE LAPIERRE**  
Directeur, Département  
des systèmes  
d'information santé

**LAURENCE MONDINI**  
Directrice, Direction  
des ressources

**MICHEL COUHERT**  
Directeur, Direction de l'offre  
de soins, de l'autonomie  
et des parcours

**ALBERT LAUTMAN**  
Directeur général de  
la Fédération nationale  
de la Mutualité Française

**MARION LELOUVIER**  
Directrice de cabinet  
du Président

**YANNICK LUCAS**  
Directeur, Direction  
des affaires publiques

**THOMAS GODARD**  
Directeur, Direction  
du service aux mutuelles

**SÉVERINE SALGADO**  
Directrice déléguée,  
Direction de la santé

## LES MEMBRES DU BUREAU ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**DOMINIQUE JOSEPH**  
Secrétaire générale

**THIERRY BEAUDET**  
Président

**STÉPHANIE SOARES**  
Administratrice déléguée à  
l'animation du Mouvement

**AGNÈS BERG**  
Trésorière générale

## LES MEMBRES DU BUREAU

**Jean-Claude Albinet**, Union de représentation de la Mutualité professionnelle

**Pascal Beaubat**, Trésorier général adjoint, Union de représentation Intériale (du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 octobre 2018)

**Jean-Paul Benoît**, Vice-président, Union de représentation FMF

**Marie-Thérèse Berder**, Secrétaire générale adjointe, Union de représentation Harmonie Mutuelles

**Roland Berthilier**, Vice-président, Union de représentation ISTYA

**Patrick Brothier**, Vice-président, Union de représentation AESIO

**Jean-François Furet-Coste**, Vice-président, Union de représentation Union Défense Sécurité

**Catherine Grandpierre-Mangin**, Union de représentation KLESIA Mutualité

**Daniel Havis**, Vice-président, Matmut Mutualité

**Stéphane Junique**, Vice-président, Union de représentation Harmonie Mutuelles

**Isabelle Musseau**, MGEN Action sanitaire et sociale

**Maurice Ronat**, Union GHMF

**Patrick Sagon**, Vice-président, La Mutuelle Générale

## LES ADMINISTRATEURS

**Alexandre André**, Mutuelle Avenir Santé

**Gilles Bachelier**, Union de représentation Intériale (à partir du 20 décembre 2018)

**Olivier Benhamou**, Mutuelle Viasanté

**Jacques Berruet**, Union de représentation URMA Humanis

**Françoise Beyssen**, Union de représentation AESIO

**Charles Campa-Brossard**, Union de représentation AESIO

**Éric Chenut**, Union de représentation ISTYA

**Anne-Julie Clary**, Union de représentation Harmonie Mutuelles

**Mireille Coquelle**, CCMO Mutuelle

**Elvire De Almeida Loubière**, Mutualité Française Haute-Garonne SSAM

**Sylvie Ferbos**, Union de représentation Pavillon Prévoyance

**Alain Gianazza**, Union de représentation ISTYA

**Nicolas Gomart**, Matmut Mutualité

**Pierre-Jean Gracia**, Mutualité Française Occitanie

**Pierre Gros**, Union de représentation « Les Mutuelles MACIF »

**Patrice Guichaoua**, Union de représentation des Mutuelles Plurielles et Solidaires

**Éric Jeanneau**, Union Mutualiste Retraite

**Marie-Pierre Le Breton**, Union de représentation Harmonie Mutuelles

**Brigitte Leseurre**, Mutuelle 403

**François Netillard**, Mutuelle des Professions Judiciaires

**Isabelle Rondot**, Union de représentation ISTYA

**Dominique Salabert**, Union de représentation Harmonie Mutuelles

**Alain Tison**, Union de représentation AESIO

**Gérard Vuidepot**, Mutuelle Nationale des Hospitaliers et des professionnels de la santé et du social

**Michel Woitrain**, Malakoff Médéric Mutuelle



Le Bureau de la Mutualité Française s'est réuni

**4 FOIS EN 2018**

Le 18 janvier, le 12 avril, le 28 juin et le 12 septembre.

Le Conseil d'administration de la Mutualité Française s'est réuni

**5 FOIS EN 2018**

Le 15 février, le 17 mai, le 14 juin, le 20 septembre et le 20 décembre.



# Interview *croisée*



**THIERRY BEAUDET**

Président de la Fédération  
nationale de la Mutualité Française



**ALBERT LAUTMAN**

Directeur général de la Fédération  
nationale de la Mutualité Française



## Mouvement des Gilets jaunes, élections européennes : les derniers mois ont été marqués par une actualité sociale et politique extrêmement prégnante. Quelle a été l'approche de la Mutualité Française ?

**Thierry Beaudet\_** Au moment où, dans le débat public, les corps intermédiaires sont trop souvent écartés et les questions de santé trop souvent occultées, j'ai pensé qu'en pleine crise sociale, il nous fallait remettre les mutuelles au contact direct des Français. Ceci d'autant que l'accès aux soins était absent des thématiques retenues pour l'organisation du Grand débat national, alors que le mouvement des Gilets jaunes s'était construit sur la question des inégalités sociales. Mon intuition était juste : pendant le Grand débat national, les Français ont fait remonter en première ligne la problématique de l'accès aux soins. Et bien sûr aussi à l'occasion des débats que les mutuelles et les Unions régionales ont organisés sur tout le territoire. Une synthèse des préoccupations et propositions énoncées a d'ailleurs été largement diffusée.

Avec Place de la santé, nous avons souhaité placer l'Europe sociale dans l'agenda des élections européennes. Et cela par de nombreuses actions : une grande enquête menée dans sept pays, un manifeste signé avec nos homologues européens, dans toutes les langues de l'Union européenne, des événements dédiés (à Milan et Lisbonne), un tour de France de l'Europe sociale conclu par un « grand oral » des dix principaux candidats têtes de liste le 11 avril à la Maison de la Radio.

Plus récemment, la Mutualité Française a également participé aux débats sur les questions de société. Fidèle à son ambition historique de conquête de nouveaux droits, elle a rendu publique une contribution, élaborée par un groupe de travail composé de mutuelles du Conseil d'administration, dans le cadre de la révision

de la loi de bioéthique. Toutes ces démarches manifestent notre volonté d'insérer le mode d'entreprendre mutualiste dans un projet global. Car c'est ce qui fonde notre identité, thème qui sera d'ailleurs au centre de notre prochaine campagne de communication institutionnelle.

**Albert Lautman\_** Dans cette période délicate, la Mutualité a ainsi été pleinement dans son rôle d'animation d'un mouvement social fort, au plus près des adhérents, démontrant un large ancrage territorial et une puissante capacité de mobilisation. Plus de cent débats réunissant près de 5 000 citoyens ont été recensés ! Elle s'est affirmée parallèlement, de façon plus institutionnelle, comme le point de rencontre de l'ensemble des acteurs de la protection sociale et de la santé. Les relations entretenues avec les professionnels de santé, les liens renforcés avec les confédérations syndicales ou encore les échanges avec les associations de patients en témoignent. Ces deux dimensions nourrissent la capacité de la Mutualité Française à éclairer le débat public et à formuler des propositions. C'est une source de légitimité indéniable pour notre mission d'interpellation des pouvoirs publics.

## Dans ce contexte, comment la Fédération a-t-elle exercé sa fonction de syndicat professionnel ?

**Thierry Beaudet\_** Les tensions sociales ont eu pour l'exécutif des répercussions dans la conception des réformes en cours et dans le mode de relation avec les acteurs de la réforme. Mais dans cette situation incertaine, la Mutualité Française a fait preuve de solidité, de fermeté sur ses valeurs et ses engagements.

D'abord avec le Reste à charge zéro. Initialement conçu pour répondre aux difficultés d'accès aux soins, il est devenu une mesure pour le pouvoir d'achat. Ce nouveau cadre nous a été imposé mais, sur le fond, nous n'avons pas dévié de notre position. Au Comité de suivi de la réforme par exemple, nous avons obtenu que l'on n'en reste pas à une approche macro-économique, qui ne prendrait pas en compte les impacts pour toutes les mutuelles.

Ensuite avec la modification des règles de résiliation des contrats des complémentaires santé. Nous avons estimé que cette réforme, non concertée et sans étude d'impact, était une fausse bonne idée, avec des effets négatifs pour les assurés et nous avons clairement affirmé nos positions.

Enfin avec le nouveau dispositif de la CMU-C contributive. La Mutualité Française s'est mobilisée pour dénoncer ses insuffisances et

*Dans cette période délicate, la Mutualité a ainsi été pleinement dans son rôle d'animation d'un mouvement social fort, au plus près des adhérents, démontrant un large ancrage territorial et une puissante capacité de mobilisation.*

ALBERT LAUTMAN



*Les tensions sociales ont eu pour l'exécutif des répercussions dans la conception des réformes en cours et dans le mode de relation avec les acteurs de la réforme. Mais dans cette situation incertaine, la Mutualité Française a fait preuve de solidité, de fermeté sur ses valeurs et ses engagements.*

THIERRY BEAUDET

*La mise en œuvre de la réforme du Reste à charge zéro requiert une attention toute particulière. La FNMF assure ainsi, au fil des comités de suivi, un rôle de vigie afin que chaque partie remplisse ses engagements.*

ALBERT LAUTMAN



son sous-financement, ce qui a conduit à de nouveaux arbitrages gouvernementaux. J'ai alors considéré que ces modalités n'étaient toujours pas à la hauteur, mais que la vocation des mutuelles à l'accompagnement et à la protection de tous pouvait conduire certaines à maintenir malgré tout leur participation.

**Albert Lautman** Les relations tant politiques que techniques n'ont jamais été rompues. Il est de la responsabilité de la Fédération de défendre les intérêts des mutuelles en toutes circonstances. C'est ce que nous avons fait tout au long de ces derniers mois sur les sujets cités, mais aussi sur la lisibilité des garanties dans le cadre de l'Unocam,

la révision à venir de la directive Solvabilité 2, les frais de gestion. La mise en œuvre de la réforme du Reste à charge zéro requiert une attention toute particulière. La FNMF assure ainsi, au fil des comités de suivi, un rôle de vigie afin que chaque partie remplisse ses engagements. Nous tenons à ce que l'esprit (les objectifs) et la lettre (les modalités opérationnelles) de cette réforme ambitieuse soient respectés. Nous serons vigilants sur les moyens qui seront donnés aux mutuelles pour répondre à cette exigence d'accès aux soins des Français. Je pense par exemple aux échanges d'informations et donc à l'accès des mutuelles aux codes détaillés.



## Comment la Mutualité Française s'est-elle inscrite dans les débats sur ce sujet majeur de la perte d'autonomie et du grand âge ?

**Thierry Beaudet** Une nouvelle fois la Mutualité Française a été force de propositions sur ce sujet de préoccupation pour les Français. L'édition d'octobre 2018 de Place de la santé – L'observatoire a contribué à une prise de conscience de l'importance des restes à charge liés à la perte d'autonomie et leurs fortes disparités territoriales. Je pense aussi à la contribution au débat que nous avons diffusée en décembre 2018, au terme d'un travail considérable réalisé par les équipes de la Fédération et alimenté par de nombreux échanges avec les professions de santé, les associations de patients, les organisations syndicales, patronales. Plus largement, les questions posées par le grand âge ne se résument pas au financement de la perte d'autonomie mais englobent aussi la prévention, la santé, avec, de façon sous-jacente, la problématique de l'articulation entre la Sécurité sociale et les mutuelles.

**Albert Lautman** L'accompagnement de la transition démographique et l'adaptation de la société au vieillissement de la population appellent des réponses systémiques et rapides. La Mutualité Française s'est donc saisie de la concertation ouverte par les pouvoirs publics. Nous avons consulté nombre d'acteurs concernés et mobilisé toutes nos expertises, en particulier celles du Livre III. En effet, la Mutualité Française intervient tout au long du processus de prise en charge de la perte d'autonomie : depuis la prévention, en passant par les soins et l'accompagnement, jusqu'au financement. La contribution de Mutualité Française, qui embrasse toutes ces dimensions, a reçu un large écho et a été remarquée par sa qualité et sa cohérence. Nous ne manquerons pas de faire valoir nos prises de position à l'occasion des débats parlementaires.

## On le voit, la FNMF fait face à une actualité particulièrement nourrie. En parallèle, elle poursuit sa transformation. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

**Thierry Beaudet** Les mutuelles font face à un contexte économique de plus en plus contraint. Elles évoluent dans un environnement très concurrentiel, en profonde mutation, qui appelle une adaptation permanente pour maintenir les équilibres techniques.

*Les mutuelles font face à un contexte économique de plus en plus contraint. Elles évoluent dans un environnement très concurrentiel, en profonde mutation, qui appelle une adaptation permanente pour maintenir les équilibres techniques. La Fédération se doit d'accompagner cet effort.*

THIERRY BEAUDET

La Fédération se doit d'accompagner cet effort. Le défi pour la Fédération sera de se réformer tout en garantissant l'exercice de ses missions : demeurer un acteur majeur du mouvement social, un syndicat professionnel puissant et un soutien appuyé des mutuelles par ses services. Le Conseil d'administration du 16 mai a donc confié un mandat à la FNMF pour mettre en œuvre un plan de transformation. Il s'agit pour la FNMF de continuer à répondre aux attentes des mutuelles, avec une exigence de qualité élevée, en se concentrant sur ses missions essentielles.

**Albert Lautman** Ces lignes directrices impliquent de prioriser l'action de la Fédération et de repenser son organisation et son modèle économique. Toutes les parties prenantes – mutuelles adhérentes, Fédération nationale et Unions régionales – concourront à ces objectifs. Dans cette perspective, il apparaît primordial d'associer plus étroitement encore les mutuelles tant pour répondre toujours mieux à leurs attentes que pour s'appuyer sur leurs expertises techniques dans la construction de positions communes, à l'instar de la méthode de travail mise en œuvre sur la réforme du Reste à charge zéro. Je pense également, pour l'avenir, à la stratégie d'influence vers les décideurs publics ou encore à l'enjeu fondamental que constitue la maîtrise des données de santé. Plus largement, nous œuvrons au renforcement des liens entre la Fédération et les mutuelles. La première journée des dirigeants effectifs le 5 juin dernier, ou les cercles en région, participent de cette volonté. Le service aux mutuelles constituera un axe central du futur projet d'entreprise. Au-delà de ce plan de transformation, la FNMF préparera aussi, au cours des prochains mois, son déménagement temporaire (prévu à la fin de l'été 2020) pendant les travaux de réhabilitation de l'immeuble fédéral.

# Rapport moral

La Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF) est au service des mutuelles et du mouvement social qu'elles incarnent. C'est à ce titre que la Mutualité Française intervient dans le débat public, c'est à ce titre également qu'elle se réforme.

## Promouvoir les mutuelles et le modèle mutualiste

Le Congrès de Montpellier est l'un des points d'orgue du mouvement social mutualiste avec 2 000 participants et de nombreuses personnalités de haut rang. Cet événement constitue un temps fort pour le Mouvement et plus encore un temps central pour l'ensemble de la réflexion sur le champ de la protection sociale.

C'est à l'occasion du Congrès de la Mutualité Française à Montpellier que le Président de la République s'est pour la première fois exprimé sur les enjeux de santé en annonçant notamment une prochaine loi sur le grand âge et l'autonomie. Ce congrès a également donné lieu à un travail inédit **avec des organisations syndicales et patronales sur l'avenir de la protection sociale**. Grâce à un tel événement, la Mutualité Française démontre à la fois son ouverture mais aussi son rôle de pivot dans la réflexion globale sur l'avenir de la solidarité. Cette réflexion prend en compte l'ensemble des évolutions en cours, en particulier **la révolution digitale et l'innovation**, présentes en « fil rouge » pendant l'intégralité de l'événement.

Le travail de la Fédération **s'exprime également dans le cadre d'un travail d'influence toujours plus actif auprès des pouvoirs publics et des parlementaires**. L'actualité des derniers mois a en effet été particulièrement chargée. Avec notamment la mise en place de la réforme du Reste à charge zéro - RAC 0 – également dénommée « 100 % santé », la résiliation infra-annuelle et la lisibilité des contrats santé ou encore la consultation sur le grand âge et l'autonomie, les mutuelles sont au cœur de l'actualité législative et réglementaire.

Ce travail d'influence **s'exerce à travers une démarche globale**.

En amont, la Fédération **s'appuie sur ses mutuelles adhérentes**, sollicite ses experts et ses décideurs, afin d'évaluer les conditions de mise en œuvre et l'impact des mesures en cours d'élaboration.

Lors de la phase de discussion avec les pouvoirs publics et le législateur, la Mutualité Française fait part des positions des mutuelles, positions qui peuvent être peu ou très nettement distinctes de celles des autres fédérations

d'organismes complémentaires. À la différence de la plupart des syndicats professionnels, la Mutualité Française est aussi au service de l'intérêt général, elle inscrit chacune des positions de ses membres dans une ambition plus large pour la société. Ses orientations sur le RAC 0 ont ainsi structuré le débat sur l'accès aux soins de qualité pour le plus grand nombre. Celles sur l'autonomie et le grand âge ont en quelque sorte précédé le débat. En effet, en publiant une plate-forme de propositions pour une société plus inclusive pour le grand âge, la Mutualité Française a anticipé bon nombre de rapports et prises de positions publiques. Elle est **un acteur dont les propositions orientent le débat national autour des questions de santé et de protection sociale**.



## Faire évoluer la Mutualité Française pour un service efficient

La Mutualité Française est à la fois un mouvement social et un syndicat professionnel, en capacité d'offrir des services. Elle fédère des mutuelles dont les souhaits et les besoins évoluent par rapport à ces trois dimensions. Qu'il s'agisse de grands groupes, de mutuelles régionales ou locales, d'organismes d'assurance santé, de prévoyance ou des offreurs de soins, la Fédération doit répondre avec efficience aux attentes de ses adhérents.

La trajectoire de diminution des cotisations fédérales s'accompagne d'un travail important de **transformation de l'ensemble de la Fédération** : rationalisation des coûts, évolution des services pour une plus grande adéquation avec les besoins des mutuelles, meilleur suivi de la relation, le tout dans le cadre d'une feuille de route, d'un mandat, clairement défini avec l'ensemble des parties prenantes.

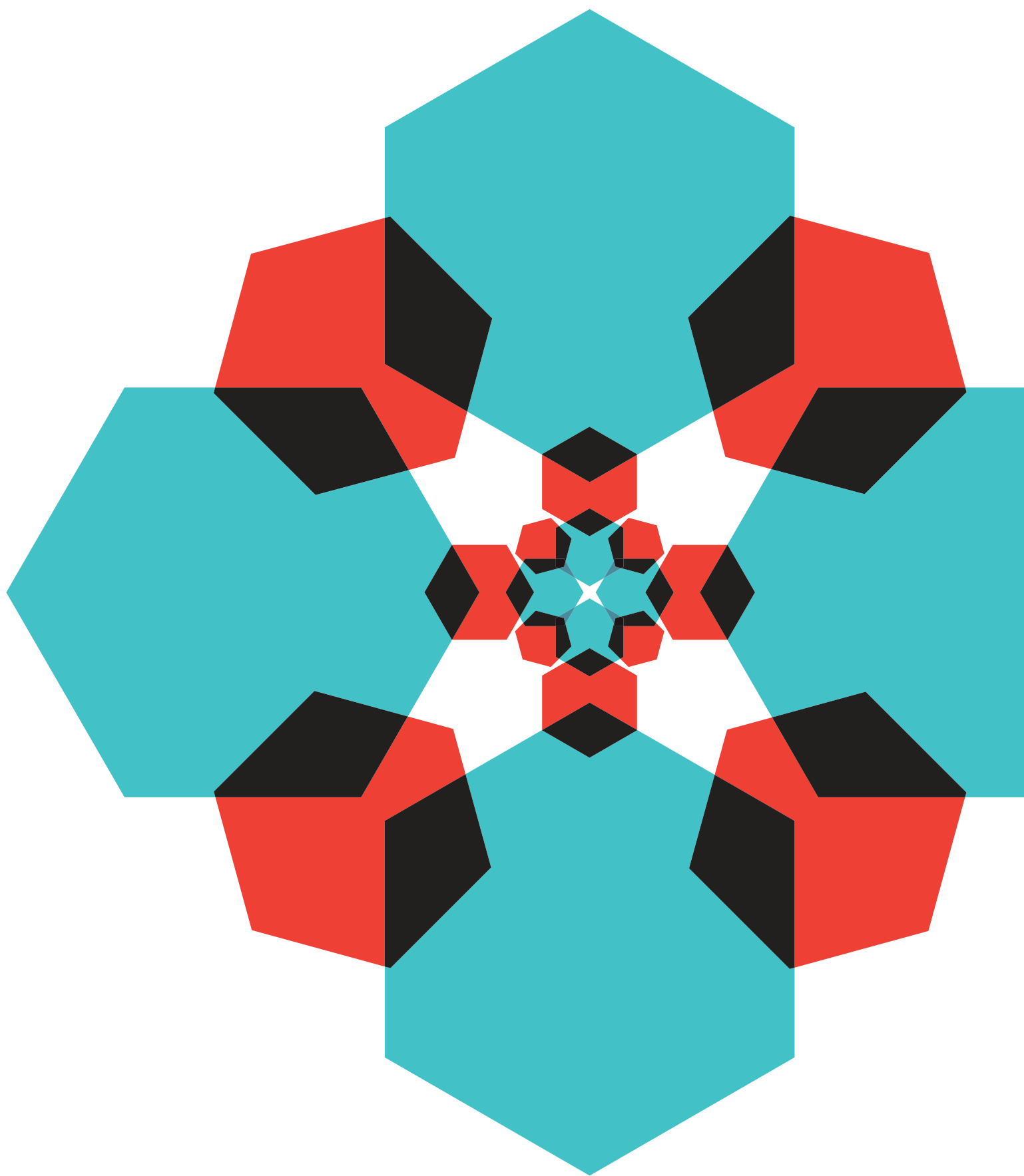
Cette transformation est également engagée localement au sein des Unions régionales de la Mutualité Française. Un travail associant élus et directeurs des Unions régionales doit en effet permettre de favoriser les synergies, la mise en réseau, sans mettre à mal les atouts d'une organisation décentralisée et de proximité.

**Demain, c'est une Fédération rénovée, tout en étant fidèle à son ADN, qui doit donc émerger.**

Garante d'une animation démocratique héritée d'une longue tradition d'investissement social et d'engagement, la Mutualité Française doit continuer de développer une forte capacité de veille et analyse du secteur et de ses évolutions, gardant des liens étroits avec les pouvoirs publics, les partenaires sociaux, les associations, le monde économique au plus haut niveau et promouvant concrètement le progrès social.

Elle doit aussi approfondir et dépasser ces champs, associant plus étroitement les mutuelles pour déployer une stratégie d'influence encore plus efficace et disposant de données fiables pour engager une politique prospective crédible.

DEMAIN, C'EST UNE  
FÉDÉRATION RÉNOVÉE,  
TOUT EN ÉTANT FIDÈLE  
À SON ADN, QUI DOIT  
DONC ÉMERGER.



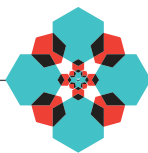


# Agir

Promouvoir le mutualisme comme modèle social.

Fédérer les mutuelles  
et porter leur voix dans le débat public.

Développer ensemble des solutions innovantes  
au service du bien-être et de la santé pour tous  
et partout, conformément à nos valeurs.



# Prendre part *au débat public*



## LE CONGRÈS DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE, TEMPS FORT DE LA PROTECTION SOCIALE

**Du 13 au 15 juin 2018, la Mutualité Française a tenu son 42<sup>e</sup> Congrès à Montpellier.**

Devant plus de 2 000 délégués venus de la France entière, tous les acteurs du monde de la protection sociale ont répondu présents : les pouvoirs publics, l'Assurance maladie obligatoire, les organismes complémentaires, les partenaires sociaux, les professionnels de santé, les associations de patients.

**À cette occasion, le Président de la République et la ministre des Solidarités et de la Santé ont présenté la réforme du Reste à charge zéro (RAC 0) et annoncé une loi pour améliorer la prise en charge de la perte d'autonomie.**

Près de 130 journalistes se sont rendus au Congrès, engendrant plus de 2 100 retombées presse.

Les travaux des plénières ont été diffusés sur les réseaux sociaux de la Mutualité Française : Twitter, Periscope, Facebook et YouTube, *via* des vidéos en streaming qui ont été visionnées près de 25 000 fois, soit cinq fois plus que lors du précédent Congrès en 2015. Les publications concernant ces vidéos ont été vues par près de 100 000 personnes sur les réseaux sociaux et ont généré quelque 3 000 interactions (commentaires, partages...).





## L'INNOVATION À L'HONNEUR



Dans le cadre du Congrès, la Mutualité Française a organisé, en partenariat avec la Fondation de l'Avenir et le Liberté Living Lab, son premier Prix Innovation mutuelle afin de récompenser des *start-ups* innovantes dans le domaine de la santé ou pour leur impact social et sociétal. Près de 150 structures ont déposé un dossier.

Revinax a remporté le prix Innovation Santé. La société développe des tutoriels et des formations en réalité virtuelle immersive pour les professionnels du secteur médical et chirurgical.

Ava est la lauréate du prix Innovation Sociale et sociétale. La *start-up* a développé une application qui utilise l'intelligence artificielle pour transcrire en temps réel différentes voix en sous-titres et restituer ainsi les conversations de groupe aux personnes sourdes et malentendantes.

Enfin, les congressistes ont décerné leur prix Coup de cœur à l'association Le Refuge qui lutte contre l'isolement des jeunes homosexuels ou des personnes transidentitaires en rupture familiale.

## INNOVATION

Quelque 60 participants répartis en 6 équipes ont accepté d'imaginer la mutuelle de demain au cours d'un travail participatif de six heures. Une véritable confrontation autour des thèmes suivants : Qu'est-ce qu'une mutuelle où tout le monde s'entraide ? Qu'est-ce qu'une mutuelle inclusive, collaborative, connectée, personnalisée ?



À l'issue des travaux, le jury a retenu trois équipes qui ont ensuite « pitché » devant les congressistes. Ceux-ci ont voté en faveur de l'équipe qui a porté le projet inventant

une crypto-monnaie, le Mutcoin, valorisant les services de chacun pour la communauté mutualiste. Le principe est simple, pour acquérir des Mutcoins, il faut s'engager au sein de sa mutuelle en offrant formation, garde d'enfants, visite à domicile, cours particuliers... Les actions accomplies créditent des Mutcoins ouvrant droit à des services !

## PREMIERS ÉCHANGES AVEC L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE



Un partenariat avec l'Association des maires de France (AMF) a été signé lors du Congrès. Il a donné suite à de nombreuses collaborations avec la Mutualité Française. Ainsi, l'AMF a été représentée à l'occasion du séminaire des mandats mutualistes fin janvier 2019 et la Mutualité Française a été auditionnée par la Commission des affaires sociales de l'AMF sur le chantier grand âge et autonomie.

## L'HISTOIRE DES MUTUELLES MISE EN LUMIÈRE

« La Mutualité, grande semeuse de progrès social », l'ouvrage écrit par l'historienne Charlotte Siney-Lange sur l'histoire des établissements sanitaires et sociaux de la Mutualité Française, est paru en juin 2018 aux éditions de la Martinière. En juin et septembre 2018, en février et avril 2019, une exposition photos sur l'histoire des établissements de la Mutualité Française a été présentée successivement à Montpellier, lors du Congrès, puis à Paris (Mairie du XV<sup>e</sup> arrondissement), à Bordeaux et à Saint-Étienne.

Cette exposition valorise le savoir-faire des établissements mutualistes en termes d'innovation et de lien humain, ainsi que leur enracinement dans les territoires. Les photos contemporaines ont été réalisées par Samuel Bollendorff.



Charlotte Siney-Lange, historienne  
et Samuel Bollendorff, photographe



## RESTE À CHARGE ZÉRO, LES MUTUELLES PARTIES PRENANTES DE LA RÉFORME

En septembre 2017, la Mutualité Française a fait paraître un Observatoire sur le Reste à charge (RAC) des Français en optique, dentaire et audioprothèse établissant par département le montant des restes à charge et faisant état de fortes disparités territoriales. À partir de ce constat, la Mutualité Française a publié, fin 2017, 26 propositions concrètes pour un Reste à charge zéro (RAC 0) en optique, dentaire et audioprothèse : le débat public sur ce projet de réforme du Gouvernement était lancé.

La Mutualité Française a participé à l'ensemble des réunions de concertation – près de 25 organisées par les pouvoirs publics pour les filières optique et audio. Dans le même temps, elle s'est impliquée au sein de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire (Unocam) dans la négociation de la nouvelle convention dentaire.

Lors du Congrès à Montpellier, le Président de la République et la ministre des Solidarités et de la Santé ont annoncé leurs arbitrages et présenté la réforme du RAC 0. La Mutualité Française a salué « l'équilibre global d'une réforme qui va permettre à des millions de Français qui renoncent aujourd'hui à des soins d'y avoir accès ».

### RÉFORME DU RESTE À CHARGE ZÉRO : POUR UN EFFORT SUPPLÉMENTAIRE DE SOLIDARITÉ

Dans l'attente de la mise en œuvre de la réforme du RAC 0, afin de faciliter l'accès aux soins pour tous, les mutuelles s'engagent à un effort de solidarité exceptionnel pour neutraliser la hausse des tarifs des contrats souscrits le plus souvent par les plus modestes (dits « contrats au ticket modérateur ») via un mécanisme de compensation. Quelque 4,3 millions de personnes protégées par une mutuelle pourront ainsi en bénéficier.





## GRAND ÂGE ET AUTONOMIE

### PLACE DE LA SANTÉ

Autre annonce faite par le Président de la République à l'occasion de ce Congrès : une loi sur la dépendance d'ici à la fin 2019. Dans cet objectif, la Mutualité Française

a publié, dès le mois d'octobre 2018, Place de la santé – L'Observatoire – Santé, perte d'autonomie : impacts financiers du vieillissement – sur le grand âge et l'autonomie et, en décembre 2018, six mois après le discours du Président devant les 2 000 délégués, elle a fait paraître ses propositions pour réformer la politique du grand âge et de l'autonomie.

La concertation interne au mouvement mutualiste s'est structurée autour de différents groupes de travail afin de partager et de faire avancer ces travaux. La mobilisation d'une trentaine de groupements et de trois Unions régionales via une expérience inédite de démocratie numérique (« civic techs ») a permis de formaliser vingt et une propositions sur l'offre et l'accompagnement des personnes âgées, la prévention et le financement, autour de quatre convictions socles de la Mutualité Française :

- ▶ toute personne âgée doit pouvoir exercer sa liberté de choix le plus longtemps possible ;
- ▶ chaque individu doit pouvoir préserver son capital autonomie ;
- ▶ les aidants doivent être reconnus et leur rôle soutenu ;
- ▶ le financement de la perte d'autonomie doit reposer sur un socle renforcé de solidarité nationale et le reste à charge doit diminuer.



PRÈS DE  
**87 000**  
IMPRESSIONS ET  
**2 300**  
ENGAGEMENTS  
(RETWEETS, LIKES,  
RÉPONSES)



**17 800**  
PERSONNES ATTEINTES  
ET PRÈS DE  
**600**  
INTERACTIONS



PRÈS DE  
**22 000**  
IMPRESSIONS ET  
**1 000**  
INTERACTIONS



### FOCUS

Les Unions régionales ont été particulièrement mobilisées sur le chantier grand âge et autonomie afin de faire connaître les propositions de la Mutualité Française. Elles ont ainsi contribué à :

- ▶ l'organisation d'événements mettant en débat ces propositions ;
- ▶ l'organisation d'une centaine de rencontres institutionnelles à destination des parlementaires ainsi que des visites de services et de soins d'accompagnement mutualistes (21 visites) ;
- ▶ l'organisation de prises de parole dans les instances de démocratie sanitaire.

Ainsi, dans le cadre du Pacte du pouvoir de vivre, cette volonté « d'une ambition budgétaire pour le grand âge et l'autonomie » apparaît comme l'une des huit mesures d'urgence à mettre en place.



« L'AVENIR DU GRAND ÂGE »,  
(EDITIONS INFLUENCES)  
EST ISSU DES TRAVAUX DU LAB  
DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE EN  
PARTENARIAT AVEC TERRA NOVA,  
LA FONDATION JEAN-JAURÈS  
ET LA FONDAPOL. IL ÉCLAIRE  
LE DÉBAT PUBLIC AUTOUR  
DE LA DÉPENDANCE ET  
DE SON FINANCEMENT.

## CRÉATION DU LAB AUTONOMIE

Le Lab Autonomie, lancé en janvier 2018 par l'OCIRP et la Mutualité Française, a formulé cinq propositions. Ces orientations communes ont eu pour vocation de faire progresser la couverture du risque de perte d'autonomie et à nourrir la concertation sur le grand âge et l'autonomie.



**Proposition n° 1**  
**Pour une assurance autonomie vraiment complémentaire.**  
Les organismes à but non lucratif se positionnent comme porteurs d'assurances complémentaires – et non substitutives – à la solidarité nationale.

**Proposition n° 2**  
**Pour un label commun.** Les organismes à but non lucratif travaillent à définir le périmètre et les caractéristiques communes d'offres assurantielles lisibles, attractives et accessibles.

**Proposition n° 3**  
**Pour la reconnaissance des aidants.** Pour le Lab Autonomie, la question des proches aidants est un nouvel enjeu de la protection sociale. Il importe de favoriser leur reconnaissance sociale en entreprise et plus généralement de les accompagner de manière individualisée.

**Proposition n° 4**  
**Pour un accompagnement tout au long de la vie.** Faire de l'assurance perte d'autonomie un outil de prévention et mobilisable dès la souscription et jusqu'à la fin de vie.

**Proposition n° 5**  
**Pour un partenariat avec les pouvoirs publics.** Un consensus est apparu au sein du Lab Autonomie en faveur d'une assurance complémentaire généralisée ou obligatoire.

## GRAND ÂGE ET AUTONOMIE, LA MUTUALITÉ FRANÇAISE SALUE LE RAPPORT LIBAULT

La Mutualité Française a participé à la concertation organisée par Dominique Libault, Président du Haut Conseil au financement de la protection sociale. Elle a salué, fin mars 2019, les ambitions des **175 propositions** contenues dans son rapport sur la prise en charge de la perte d'autonomie remis à la ministre des Solidarités et de la Santé. « *L'ensemble de ces propositions est en phase avec celles de la Mutualité Française* », s'est notamment félicité Thierry Beaudet, son Président. « *En particulier, notre idée de moduler le prix des Ehpad en fonction des revenus des résidents a été reprise dans le rapport* », tout en faisant remarquer que « *l'objectif de baisse de reste à charge pourrait être plus ambitieux* ».

### FOCUS

**196 MUTUALISTES** SIÈGENT AUX CONFÉRENCES DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE (CFPPA). EN 2018, LE RÉSEAU PRÉVENTION DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE A MIS EN PLACE PRÈS DE **1 000 ACTIONS** SUR LE SUJET (ATELIERS, CONFÉRENCES, STANDS, GROUPES D'INFORMATIONS, ÉCHANGES, FORUMS...).

### TALANT, UN SITE INTERGÉNÉRATIONNEL

Pour illustrer les 21 propositions « Grand âge et autonomie », la Mutualité Française a valorisé le 17 janvier 2019 le site Libération à Talant près de Dijon. À cette occasion, ont été présentés à la presse différents exemples concrets de réalisations mutualistes au service des personnes âgées. Ce site intergénérationnel, qui dépend de la Mutualité Française Bourguignonne SSAM, se compose de trois établissements qui accueillent des personnes âgées autonomes, des résidents atteints pour certains de la maladie d'Alzheimer ainsi que de jeunes enfants dans une crèche.



## LA MUTUALITÉ FRANÇAISE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, CHIFFRES CLÉS 2018



**5 439**

ABONNÉS

**8,6**

MILLIONS D'IMPRESSIONS  
AU 01/01/2019



**6 249**

ABONNÉS

**382 333**

IMPRESSIONS  
AU 01/01/2019



**24 520**

ABONNÉS

**29**

MILLIONS D'IMPRESSIONS  
AU 01/01/2019



## MUTATIONS, UN MAGAZINE AU CŒUR DES DÉBATS

Trois ans après son lancement, *Mutations*, le magazine de prospective et de débats sur des sujets sociétaux et de protection sociale, a abordé tout au long de l'année 2018 et début 2019 des thèmes forts :



la vaccination



les déserts médicaux avec une interview de la ministre des Solidarités et de la Santé



le Reste à charge zéro



la perte d'autonomie



l'intelligence artificielle



l'Europe sociale



le sommeil



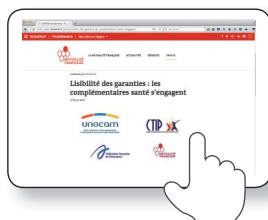
## LISIBILITÉ DES GARANTIES, LES MUTUELLES S'ENGAGENT

Parallèlement à la réforme du RAC O, **les complémentaires santé et l'Unocam se sont engagées à renforcer leur démarche de lisibilité des garanties**. Durant l'année 2018, de nombreuses réunions se sont succédées autour d'un groupe de travail dédié. Elles ont permis de construire l'engagement avec les mutuelles et de se concerter entre fédérations de complémentaires santé au sein de l'Unocam afin d'aboutir à une proposition articulée autour de deux axes forts :

- ▶ **l'harmonisation des intitulés des principaux postes de garanties à partir de 2020, en même temps que la mise en place de la réforme du RAC O ;**
- ▶ **la diffusion de quinze exemples communs de remboursement exprimés en euros sur des dépenses fréquentes ou pouvant donner lieu à un reste à charge élevé.**

Les propositions portées par l'Unocam ont obtenu le 19 juin 2018 un avis globalement positif du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) et une position favorable de la Direction de la Sécurité sociale (DSS).

Le 14 février 2019, la Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF), la Fédération française de l'assurance (FFA), le Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP) et



l'Unocam ont signé, en présence de la ministre des Solidarités et de la Santé, un « engagement pour la lisibilité des garanties de complémentaire santé ». **Cet accord, qui va plus loin que les recommandations de 2011, favorisera la bonne compréhension de la réforme du Reste à charge zéro.**



## DROIT DE RÉSILIATION INFRA-ANNUELLE ET SANS FRAIS DES CONTRATS, LA FAUSSE BONNE IDÉE

La Mutualité Française a dénoncé début 2019 la proposition de loi visant à instaurer un droit de résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance complémentaire santé. Pour elle, cette solution laisse sur le côté les plus fragiles et affaiblit encore un peu plus les mécanismes de la solidarité intergénérationnelle propres au modèle de protection sociale français.



## UNE CAMPAGNE POUR RÉAFFIRMER LE SENS DU MOT « MUTUELLE »

« Votre “ mutuelle ” est-elle vraiment une mutuelle ? » : telle est l'interpellation lancée aux Français pour redonner du sens au mot « mutuelle ». Cette question simple renvoie à la nature même de la complémentaire santé de chacun. Elle permet de réaffirmer les valeurs mutualistes, celles qui fondent notre identité.

Tout au long du second semestre, cette question ainsi que des messages sur les spécificités des mutuelles, ont été diffusés via un vaste plan média incluant de l'affichage, une campagne digitale et un soutien sur les réseaux sociaux :

- ▶ Une vraie mutuelle n'exclut personne en matière de santé.
- ▶ Une vraie mutuelle investit 100 % de ses bénéfices au service de tous.
- ▶ Une vraie mutuelle s'engage dans l'accès aux soins pour tous.
- ▶ Une vraie mutuelle vous donne le pouvoir de participer à ses décisions.
- ▶ Une vraie mutuelle prend soin de vous à chaque moment de votre vie.



Cette campagne a permis d'attirer l'attention et d'apporter des éléments de réaffirmation et de différenciation sur les valeurs et les principes de fonctionnement des « vraies » mutuelles.

### Une campagne très bien perçue <sup>(1)</sup> :

- ▶ 75 % des personnes interrogées déclarent apprécier la campagne ;
- ▶ 74 % des personnes interrogées déclarent préférer une mutuelle pour souscrire à une complémentaire santé.

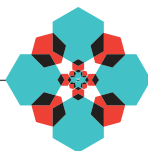
La campagne a permis d'augmenter de manière significative la perception de ces valeurs auprès des personnes les plus exposées : **+ 14 points sur la solidarité, + 11 points sur la confiance.**

Un moteur de recherche, [unevraiemutuelle.fr](http://unevraiemutuelle.fr), permet de savoir si une complémentaire santé est une « vraie » mutuelle.

## LA MUTUALITÉ REVIENT DANS LA COLLECTION « QUE SAIS-JE ? »

35 ans après, des mutualistes reviennent présenter la Mutualité Française dans une nouvelle édition de la collection « Que sais-je ? ». Thierry Beaudet et Luc Pierron, les auteurs, retracent les défis et les enjeux auxquels aura été exposée la Mutualité en mouvement dans son temps. Cet ouvrage mise sur la pédagogie pour décrypter et mettre en perspective le mutualisme, cette manière unique d'entreprendre et d'être ensemble.

(1) Résultats du post-test Iligo réalisé auprès d'un échantillon de 500 personnes du 16 au 21 octobre 2018.



# S'engager

## auprès des pouvoirs publics



### UNE MOBILISATION ACTIVE SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Parmi les mesures du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2018 (PLFSS), la Mutualité Française s'est notamment mobilisée sur :

- ▶ la contribution des Organismes complémentaires d'assurance maladie (Ocam) au financement des nouveaux modes de rémunération des médecins ;
- ▶ l'amplification de l'impact du dispositif d'innovation du système de santé. La Mutualité Française a ainsi porté un amendement afin de permettre au secteur médico-social de s'inscrire dans le dispositif d'expérimentation organisationnelle ;
- ▶ la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS) en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs.



### RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES : LES DONNÉES DES COMPLÉMENTAIRES SANTÉ NE SONT PAS DES DONNÉES DE SANTÉ

Via un amendement à l'article 16 de la loi relative à la protection des données, les organismes complémentaires d'assurance maladie ont obtenu la même exception que celle prévue par la première version du texte pour l'Assurance maladie obligatoire en matière de traitement des données de santé relatif à la prise en charge des prestations. Les mutuelles peuvent ainsi gérer les informations de liquidation de leurs adhérents sans obtenir au préalable leur consentement exprès.







## LES MUTUELLES ET LEURS SPÉCIFICITÉS DANS LA LOI PACTE



La loi Pacte (loi pour la croissance et la transformation des entreprises) crée de nouvelles formes d'entreprendre : **prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux dans l'activité des entreprises, « raison d'être » et « société à mission »**. La Mutualité Française s'est

mobilisée au Parlement pour que les organismes mutualistes puissent bénéficier de ces nouveaux dispositifs, tout en préservant leurs spécificités. La faculté de se doter d'une « raison d'être » et/ou de « mission » figure désormais dans le Code de la Mutualité au bénéfice des unions et mutuelles.

L'article 71 de la loi Pacte vise à une refonte de l'offre retraite supplémentaire, pour laquelle la Mutualité Française est, *via* certains organismes spécialisés, un acteur de niche reconnu (Madelin, Corem, PERP). La négociation avec les pouvoirs publics sur cet article a fait l'objet, aux côtés des autres fédérations, de longs échanges pour défendre les produits à sortie en rente et préempter le contenu de l'ordonnance à venir.

### MOBILISATION SUR LA LOI PACTE

Dès le début de l'année 2018, la Mutualité Française a réuni les mutuelles prévoyance retraite pour échanger sur les impacts potentiels de cette disposition visant à instituer un régime juridique harmonisé de l'épargne constituée en vue de la cessation d'activité professionnelle. Des dispositions comme la possibilité de sortie en capital appliquée au stock, la transférabilité des contrats ou encore le cantonnement des risques pouvaient fragiliser certains adhérents.



## POUR UNE RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



**Au cours de l'année 2018, la Commission européenne et le Comité économique et social européen (Cese) ont organisé de nombreux événements autour de l'Économie sociale et solidaire (ESS).**

Dans ce contexte, la Mutualité Française, aux côtés de l'Association des assureurs mutuels et coopératifs en Europe (Amice) et de l'Association internationale de la Mutualité (AIM), a participé à la conférence sur l'économie sociale des 16 et 17 avril organisée à Sofia par la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne. Une manifestation qui s'est déroulée dans le cadre de la réunion informelle des ministres européens consacrée à la politique sociale.

De même, la Mutualité Française a répondu présente à la journée européenne des entreprises de l'économie sociale organisée le 4 juin par le Cese à Bruxelles, ainsi qu'à la conférence internationale sur la contribution de l'ESS à l'inclusion sociale pour les personnes en situation de handicap les 14 et 15 juin en Bulgarie.

La Mutualité Française s'est aussi impliquée dans les réunions sur les objectifs de développement durable (ODD) menées par ▶▶▶

■ ■ ■ le Haut-commissariat à l'Économie sociale et solidaire et à l'Innovation sociale les 19, 26 octobre et le 7 novembre.

Par ailleurs, elle a contribué, à travers le réseau de l'AIM, à la rédaction du plan d'action de *Social Economy Europe 2020-2025*.

Elle a également participé, le 17 décembre à Paris, à la réunion du Cercle Europe et économie sociale en présence de Patrick Klein, chef de secteur Économie sociale du service DG GROW de la Commission européenne.

### AGIR POUR UNE MEILLEURE RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Le Haut-commissaire à l'ESS et à l'innovation sociale a fait part, depuis son entrée en fonction, de sa volonté de fusionner les différentes structures de représentation de l'ESS.

Dans cette perspective, ESS France qui assure, au plan national, la représentation et la promotion de l'économie sociale et solidaire et la CNCRESS qui soutient, anime et coordonne le réseau des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire ont initié une démarche de fusion.

Ce projet est porté par Jérôme Saddier, Vice-président délégué du Crédit coopératif, qui en a fait l'un des engagements de sa candidature à la Présidence d'ESS France. **La Mutualité Française soutient fortement cette démarche qui doit permettre d'apporter plus de lisibilité et plus de poids à la représentation institutionnelle de l'ESS.**



## DAVANTAGE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGLEMENTATION

**Directives Solvabilité 2 & distribution en assurance (DDA)**  
Un accompagnement fédéral en matière prudentielle



Pas moins de deux consultations sur le développement durable ont été lancées par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (Eiopa).

La première, qui s'est achevée le 31 janvier 2019, concerne la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au niveau de la réglementation : directives sur la Distribution d'assurances (DDA) et Solvabilité II.

La seconde a pris fin début mars 2019. Elle portait sur la prise en compte des critères de développement durable dans la politique de gestion d'actifs des organismes d'assurance. Un groupe de travail a été créé et la Mutualité Française a préparé une réponse synthétique envoyée dans les délais requis.

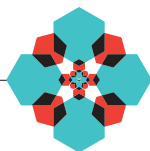


### JOURNÉE DE LA FEMME MUTUALISTE EN AFRIQUE

Venues de douze pays d'Europe et d'Afrique, plus de cent femmes mutualistes se sont retrouvées à Abidjan les 5 et 6 mars 2019 pour la première édition de la Journée de la femme mutualiste à Abidjan, organisée par le Programme d'appui aux stratégies mutualistes de santé (Pass).

Pendant ces deux journées, les visites de mutuelles, de centres de santé mutualistes et d'ateliers se sont succédées. Dirigeantes élues et salariées ont partagé leurs expériences et imaginé les réalisations à mettre en œuvre pour favoriser l'implication des femmes dans la Mutualité.





# Travailler

## avec les professionnels de santé



### L'ASSOCIATION INTER-AMC, UNE RECONNAISSANCE DES TRAVAUX DES COMPLÉMENTAIRES SANTÉ

Après la décision, fin 2017, de lever l'obligation de pratiquer le tiers payant sur la part obligatoire pour les professionnels de santé de ville, le ministère des Solidarités et de la Santé a posé deux questions à l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) :

- ▶ comment rendre le tiers payant généralisable ?
- ▶ faut-il cibler des publics prioritaires ?

À l'issue de sa mission, l'Igas a reconnu l'importance du travail accompli par l'ensemble des complémentaires santé (les mutuelles avec la FNMF, les institutions de prévoyance avec le CTIP et les assureurs privés lucratifs avec la FFA) à travers leur association commune Inter-AMC. Les inspecteurs ont notamment analysé les outils Inter-AMC proposés aux professionnels de santé, et ils ont cherché à en vérifier la cohérence et le bon fonctionnement sur le terrain, auprès d'éditeurs de logiciels spécialisés, d'opérateurs de tiers payant et de plusieurs acteurs de la complémentaire santé.

À leur demande, l'association Inter-AMC a mené début 2018 une enquête auprès de ses membres. Elle prévoyait que 90 % des assurés seraient couverts à fin 2018 par les services en ligne d'interrogation des droits (IDB) et de calcul des remboursements en ligne (CLC) chez les médecins, toutes complémentaires confondues. Cet objectif de déploiement est un des prérequis identifiés pour un tiers payant généralisable. **À fin 2018, pas moins de 83 % des assurés des complémentaires pouvaient d'ores et déjà bénéficier du tiers payant complémentaire chez les médecins volontaires.**

Les services en ligne ont également démarré mi-2018 pour les auxiliaires médicaux. À la fin de cette même année, les acteurs de la complémentaire santé couvraient déjà 33 % des assurés français pour ce type de soins.

Toutefois, il est essentiel que les services en ligne des acteurs de la complémentaire santé soient désormais déployés dans les logiciels des professionnels. C'est pour cela que l'Igas recommande d'intégrer les services en ligne de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) et de l'assurance maladie complémentaire (AMC) au cahier des charges SESAM-Vitale et au référentiel Asip des maisons et centres de santé, tous deux opposables aux éditeurs de logiciels.

En attendant l'application de cette recommandation, les premiers échanges entre médecins et complémentaires santé ont été testés avec succès à partir de la fin de l'été 2018.

#### TIERS PAYANT COMPLÉMENTAIRE



Le service garanti des complémentaires santé.

#### L'INTER-AMC, DES OUTILS OPÉRATIONNELS

Créée en 2015, l'Inter-AMC regroupe l'ensemble des complémentaires santé : assureurs, institutions de prévoyance et mutuelles, mais aussi leurs fédérations – FFA, CTIP et FNMF. Son rôle est de concevoir et de mettre en œuvre un ensemble d'outils communs à toutes les complémentaires et leurs partenaires pour permettre un tiers payant simple et rapide et offrir aux professionnels de santé une garantie de paiement sans tâche administrative supplémentaire. L'Inter-AMC compte désormais 243 membres représentant plus de 94 % du marché.

## ■ SUCCÈS DU PORTAIL INTERNET COMMUN

Depuis 2017, les professionnels de santé ont à leur disposition un portail leur permettant de signer en ligne en une fois un seul contrat de tiers payant valable avec l'ensemble des organismes complémentaires. Cette offre, via le site Internet [www.tpcomplementaire.fr](http://www.tpcomplementaire.fr), voit son succès se confirmer au fil des mois. Fin 2018, près de 100 000 professionnels de santé avaient signé ce contrat, soit près de 40 000 de plus en un an ! Depuis sa mise en ligne, ce service a attiré plus de 53 % des auxiliaires médicaux et plus de deux tiers des infirmières.



## UNE ÉTUDE D'IMPACT SUR LA RÉFORME DU RESTE À CHARGE ZÉRO

Aucune obligation législative n'est prévue pour la mise en place du tiers payant, par les organismes complémentaires, sur les paniers 100 % Santé. **Le Conseil d'administration de l'Inter-AMC a décidé au mois de septembre 2018 de lancer une étude d'impact du 100 % Santé sur les outils Inter-AMC.** L'optique, l'audio et le dentaire ont été volontairement écartés du périmètre initial de l'association en 2015. Doit-on les intégrer ? Peut-on mener des actions communes ?



## ROC, LA FACTURATION HOSPITALIÈRE DÉMATÉRIALISÉE EXPÉRIMENTÉE

Les premières expérimentations de la dématérialisation des échanges entre les hôpitaux publics et leurs financeurs ont démarré au premier trimestre 2018. Piloté par le ministère des Solidarités et de la Santé, ce projet ROC (remboursement des organismes complémentaires) a concerné dans ce premier temps quatre hôpitaux publics et deux établissements privés non lucratifs. Les mutuelles sont fortement impliquées en qualité d'assureurs complémentaires et la Mutualité Française a mobilisé l'un de ses établissements, la clinique mutualiste de Lyon. **Les travaux ont permis d'initier des échanges et des tests poursuivis durant la première moitié de l'année 2019. Un premier bilan est attendu fin 2019.**

L'association Inter-AMC a par ailleurs pris de nombreuses initiatives en vue d'adapter son offre aux établissements hospitaliers :

- ▶ définition d'un cadre juridique et d'un contrat de tiers payant ;
- ▶ mise en place d'un dispositif de gestion de la contractualisation et de la montée en charge des hôpitaux ;
- ▶ ajustement des dispositifs de vérification de la conformité des acteurs de l'assurance maladie complémentaire et de la délivrance des agréments pour les logiciels.

3

## DES RELATIONS PLUS ÉTROITES AVEC LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ ET LES FÉDÉRATIONS HOSPITALIÈRES

**La Mutualité Française a rencontré à 35 reprises durant l'année 2018 des représentants de professionnels de santé**, parmi lesquels :

les chirurgiens-dentistes de France, l'Union dentaire, le Syndicat national des audioprothésistes (Unsaf), le Syndicat national des centres audition mutualiste (Synam), le Syndicat national des centres optiques mutualistes (Synom), la Fédération hospitalière de France (FHF), la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), le Rassemblement des opticiens de France (ROF), l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo), Le BLOC (2<sup>e</sup> syndicat de médecins libéraux), le Regroupement autonome des généralistes jeunes installés et remplaçants (ReAGJIR), l'Intersyndicale nationale des internes (ISNI) et l'Intersyndicale nationale autonome représentative des internes de médecine générale (Isnar-IMG), la Fédération des cliniques et hôpitaux privés de France (FHP), l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), le Conseil national de l'ordre des médecins (Cnom), le Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes (CNOCD), le Syndicat des femmes chirurgiens-dentistes (SFCD), la Fédération des communautés professionnelles territoriales de santé (FCPTS), le Syndicat national des médecins spécialisés en ORL et chirurgie cervico-faciale (Snorl), l'Union nationale des professionnels de santé (UNPS), l'Association des optométristes de France (AOF), la Fédération nationale des opticiens de France (Fnof), Agir pour la santé dentaire, l'Association nationale française des ergothérapeutes (Anfe).



### UN PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ (SPS)



Le partenariat avec l'association SPS a été renouvelé. Créée en 2015, cette association soutient les professionnels de santé en situation de vulnérabilité (*burn-out*, souffrances psychologiques...) et prévient l'épuisement professionnel.

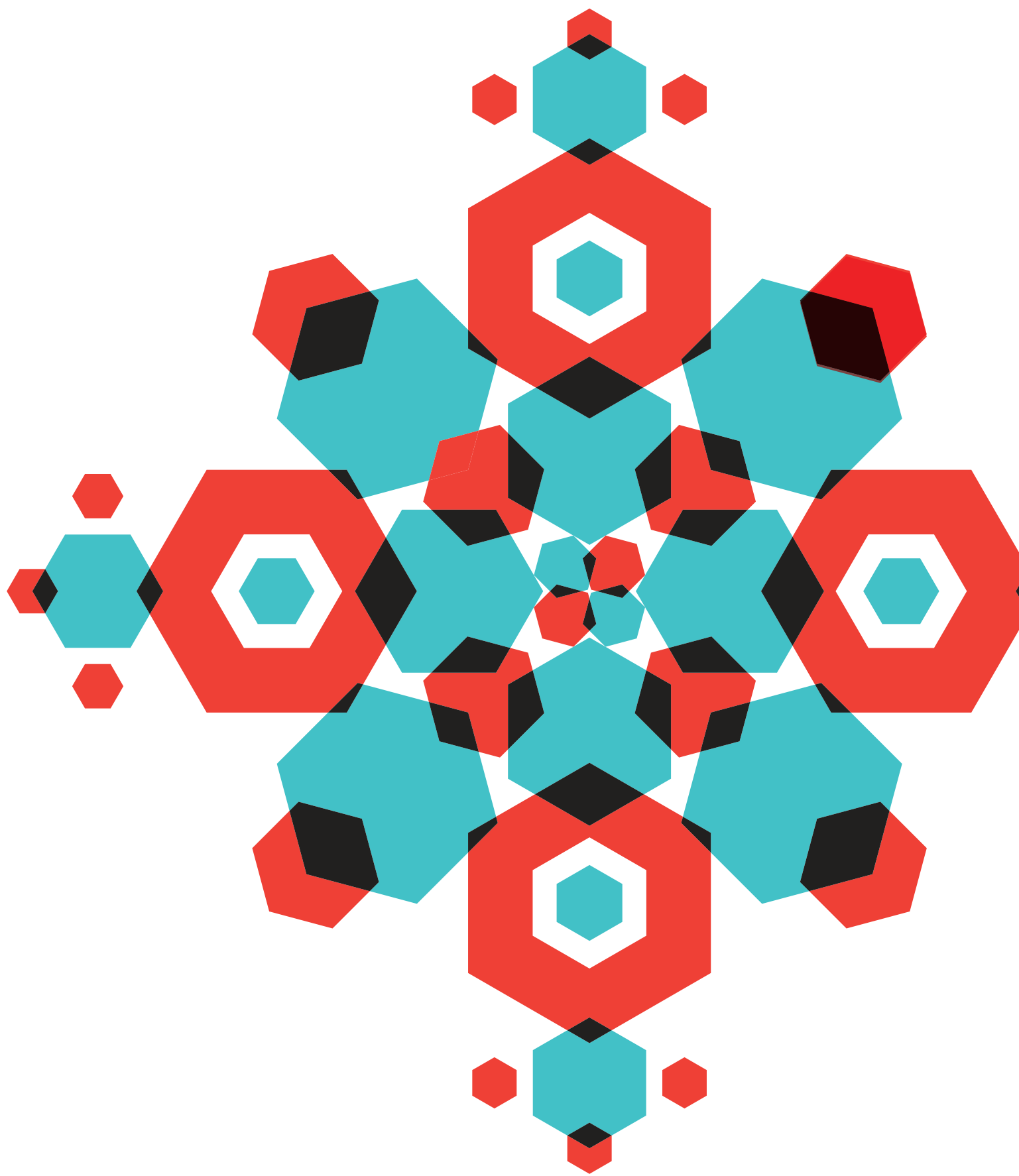
4

## SUR LE FRONT DES NÉGOCIATIONS CONVENTIONNELLES

Pour préparer, suivre et accompagner les mutuelles, la Mutualité Française s'appuie sur un groupe de travail constitué de quatorze représentants de mutuelles. En 2018 et 2019, la Mutualité Française a participé à cinq négociations conventionnelles avec l'Assurance maladie obligatoire et les syndicats représentatifs des professionnels de santé :

- ▶ la convention avec les chirurgiens-dentistes libéraux et les avenants 1 et 2, signés par l'Unocam ;
- ▶ l'avenant 6 à la convention médicale relatif à la télémedecine et à la télé-expertise ;
- ▶ l'avenant 7 à la convention médicale relatif aux assistants médicaux ;
- ▶ l'accord conventionnel interprofessionnel (ACI) relatif aux communautés professionnelles territoriales de santé ;
- ▶ les deux avenants à la convention des pharmaciens titulaires d'officine relatifs à l'accompagnement de la télémedecine et à la vaccination contre la grippe.

Au total, la Mutualité Française a participé à 25 séances de négociations.

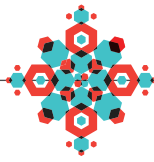




# Servir

Proposer aux mutuelles adhérentes une large gamme de services de proximité.

Les accompagner sur les aspects juridiques, fiscaux et réglementaires, mais aussi dans l'évolution de leurs métiers et de leur environnement.



# Proposer aux mutuelles adhérentes une large gamme *de services de proximité*

1

## LE CATALOGUE DE L'OFFRE DE SERVICES

La FNMF a formalisé en 2018 son catalogue de services fédéraux. L'occasion de référencer les expertises et services à destination des mutuelles dans un fichier dématérialisé, très simple d'utilisation et accessible en quelques clics sur Mutweb, l'extranet du Mouvement mutualiste.

**Ce catalogue contient plus de 125 services** adaptés à toutes les mutuelles, qui recouvrent des catégories variées : clubs et réseaux d'experts, accompagnement et conseils, études, analyses, formations... Cette offre s'adresse tant aux élus, qu'aux dirigeants opérationnels et aux salariés des mutuelles adhérentes à la Fédération.

À chaque service correspond une fiche détaillée avec notamment un contact dédié.

Il y a trois possibilités pour trouver le service recherché :

- ▶ via le moteur de recherche avec des mots clés (ex : RGPD) ;
- ▶ via les quatorze thématiques identifiées (ex : élus, innovation, prévention, analyse du risque, juridique) ;
- ▶ via les types de services (ex : clubs et réseaux d'experts, formations, veille et supports d'information, événements).

**Au-delà de cette formalisation et mise en visibilité des services, la FNMF souhaite être plus proche de ses mutuelles adhérentes afin de mieux les accompagner dans un environnement en mutation.**



2

## DES CLÉS DE COMPRÉHENSION DES DERNIÈRES TENDANCES

Toujours en veille, la FNMF anticipe et partage les tendances d'évolution du marché de la complémentaire santé. Début 2018, elle s'est ainsi emparée du sujet de l'intelligence artificielle afin d'analyser ses impacts sur le métier des mutuelles du Livre II. Elle a également suivi l'actualité et mis sous les projecteurs des thèmes tels que l'expérience client, les assistants vocaux intelligents, les médecines alternatives, les réseaux sociaux ou encore l'analyse prédictive. Autant de sujets qui ont entraîné de nombreuses visites sur Mutweb.

Il en va de même pour les analyses réalisées sur les acteurs innovants comme les « assurtechs ». **La FNMF suit également de près les stratégies des Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple) en matière de santé et d'assurance.**

## EFFET POSITIF DE LA RÉFORME DES CONTRATS RESPONSABLES

Un an après la publication d'un premier volet, le deuxième rapport d'évaluation de la réforme des contrats responsables publié en juillet 2018 confirme l'effet positif du dispositif sur la modération des prix en optique, ainsi qu'un recul de la part des médecins pratiquant des dépassements d'honoraires excessifs.

En plus du rapport, un tableau reprenant la proportion de médecins, dans chaque spécialité, ayant des taux de dépassement faibles, modérés ou excessifs a également été diffusé sur Mutweb, avec sa déclinaison des résultats région par région.

### MUTWEB 2018 EN CHIFFRES

PRÈS DE

**10 000**

ABONNÉS

PLUS DE

**12 000**

ABONNÉS AUX FLASHS  
INFOS MUTWEB

PRÈS DE

**530 000**

VISITES PAR AN

PLUS DE

**90**

ALERTE  
THÉMATIQUES  
ENVOYÉES

PLUS DE

**1,6 million**

DE PAGES VUES

3

## MUTWEB, UN SITE AU SERVICE DES MUTUELLES

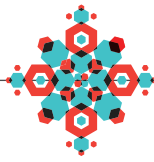
L'extranet des groupements mutualistes, Mutweb, s'est enrichi de trois nouveaux services :

- ▶ **le catalogue de l'offre de services** (lire plus haut) ;
- ▶ **une médiathèque prévention** qui répond aux attentes des mutuelles en mettant à leur disposition tous les contenus web et print en matière de prévention et de promotion de la santé ;
- ▶ **un passeport de l'écu mutualiste** qui permet aux administrateurs et délégués des organismes des Livres I, II et III de recenser les formations et les expériences acquises tout au long de leur parcours mutualiste ou hors Mutualité. Ce service en ligne participe à la valorisation de l'engagement bénévole et des compétences acquises tout au long de leurs parcours. A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019, 470 passeports ont été créés.



## « FLASH INFO FOCUS ET TENDANCES », UNE NOUVELLE LETTRE DE VEILLE HEBDOMADAIRE

Depuis septembre 2018, la newsletter de veille « Flash info Focus et tendances » est diffusée tous les vendredis à plus de 1 800 abonnés. Synthétique, elle permet en un coup d'œil de faire le point sur l'actualité de la semaine, avec des informations mises en perspective et décryptées.



# Soutenir les mutuelles

## dans les nombreuses évolutions réglementaires

De nouvelles directions ont vu le jour le 1<sup>er</sup> janvier 2019 au sein de la FNMF.

**La Direction du service aux mutuelles (DSM)**, mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2019, concrétise la volonté de mettre en place une interlocution dédiée et privilégiée pour les mutuelles.

**Cette Direction regroupe :**



**l'interlocution politique** avec les Présidents et administrateurs, à travers le secrétariat général, l'animation de la vie mutualiste et la formation des élus ;



**l'interlocution opérationnelle** avec les dirigeants et experts des mutuelles, s'appuyant notamment sur le pôle expertise juridique et fiscale, contribuant fortement à améliorer la sécurité juridique et fiscale des entreprises mutualistes, et sur le pilotage transversal de la relation avec les mutuelles, de l'offre de service fédérale, de la qualité du service aux mutuelles.

La DSM centralise ainsi le pilotage de la relation avec les mutuelles, tant dans sa dimension politique qu'opérationnelle.

**La Direction assurance (DA)**, qui correspond à l'ancien pôle d'Expertises financière et assurantielle de l'ancienne Direction des entreprises et organismes mutualistes, **a pour missions principales :**



**d'élaborer et de nourrir** les positions de la Mutualité Française sur les champs assurantiels, financiers et prudentiels ;



**de représenter ou d'organiser** la représentation de la Mutualité Française dans ses échanges avec les pouvoirs publics (administrations centrales, cabinets ministériels, parlementaires) et les institutions de consultation ou de régulation dans lesquelles la Mutualité Française dispose d'une représentation, au niveau national et européen, mais aussi dans ses interventions dans des colloques, congrès, conférences, *think tanks*...



**de développer** une offre de services sur les champs de l'assurance et en particulier sur la prévoyance, l'épargne/retraite et de la finance à destination des groupements mutualistes.



## ACCOMPAGNEMENT SUR LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE SUR LA DISTRIBUTION D'ASSURANCES

Pour guider au mieux les mutuelles dans l'appropriation de la directive sur la Distribution d'assurances (DDA), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018, la FNMF a organisé une cinquantaine d'ateliers de formation qui ont réuni **plus de 400 salariés de plus de 150 mutuelles**. Ce dispositif d'accompagnement s'est également traduit par l'élaboration d'un guide sur les politiques de gouvernance, d'un autre sur les conflits d'intérêts et d'un dernier sur le devoir de conseil.

Par ailleurs, la FNMF, au travers du Comité consultatif du secteur financier (CCSF), a collaboré à la rédaction d'un modèle de document d'information standardisé en complémentaire santé, l'*insurance product information document* (IPID), pour répondre aux obligations réglementaires posées par la directive sur la distribution d'assurances.



## 2

## DAVANTAGE DE PRÉVOYANCE RETRAITE

Ces derniers mois, la Mutualité Française a multiplié les rencontres avec les dirigeants et responsables des mutuelles prévoyance retraite. Objectif : identifier leurs attentes et besoins, en vue de développer une offre adaptée. Des groupes de travail et des ateliers ont été mis en place sur les thèmes suivants :

- ▶ **règlement européen PRIIPs** (*Packaged Retail Investment and Insurance-based Products*) : partage des difficultés rencontrées par les mutuelles et restitution d'une étude comparative de l'application de cette réglementation européenne qui vise à améliorer la transparence d'une large gamme de produits d'investissement destinés à des investisseurs non professionnels ;
- ▶ **lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme/lutte contre la fraude** : trois réunions ont eu lieu en 2018 sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre ;
- ▶ **réforme du système de retraite** : la Mutualité Française a organisé en décembre 2018, pour les mutuelles prévoyance retraite, une première journée d'actualités réglementaires sur la réforme du système des retraites, la perte d'autonomie et les contrats en déshérence. Quelque 70 personnes ont assisté à cette manifestation coordonnée avec l'Association des assureurs mutualistes (AAM) et à laquelle ont participé la Direction générale du Trésor (DGT) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).



### FLASH INFOS ACTUALITÉS PRÉSIDENTE FNMF, POUR DÉCRYPTER LES GRANDS SUJETS D'ACTUALITÉ

Créée à l'automne 2017, cette lettre d'information permet au Président Thierry Beaudet d'informer en temps réel l'ensemble des élus et salariés mutualistes des messages qu'il porte auprès du grand public ou lors de rencontres avec les pouvoirs publics sur les principaux sujets d'actualité.



**En 2018**, 6 numéros ont été adressés à 1 360 destinataires (plus de 200 nouveaux abonnés) :

- ▶ « Retour sur l'actualité de la réforme du Reste à charge zéro », le 17 avril 2018 ;
- ▶ « Loi sur la prévention et la lutte contre la perte d'autonomie », 16 octobre 2018 ;
- ▶ « Quand les mutuelles sont taxées, le pouvoir d'achat des Français se dégrade », le 21 novembre 2018 ;
- ▶ « Reconstruire notre pacte social », le 7 décembre 2018 ;
- ▶ « Le Bureau de la Fédération s'adresse au Mouvement », le 14 décembre 2018 ;
- ▶ « Urgence sociale : les propositions de la Mutualité Française », le 21 décembre 2018.

**Début 2019**, les numéros ont porté sur :

- ▶ « Les mutuelles à l'écoute des Français, à l'occasion du grand débat national », le 17 janvier 2019 ;
- ▶ « Résiliation à tout moment : une mesure idéologique, contraire à la solidarité », le 18 janvier 2019 ;
- ▶ « Résiliation infra-annuelle des contrats santé : la FNMF gagne une première manche », le 25 janvier 2019 ;
- ▶ « Place de la santé – Europe », le 25 février 2019 ;
- ▶ « Déclaration de la Mutualité Française au Comité de suivi de la réforme Reste à charge zéro », le 14 février 2019 ;
- ▶ « Retour sur le grand oral des têtes de liste aux élections européennes », le 19 avril 2019 ;
- ▶ « CMU-C contributive : des avancées insuffisantes pour garantir une prise en charge de qualité des plus fragiles », le 7 juin 2019.



## SOLVABILITÉ II, ENCORE ET TOUJOURS

En cette deuxième année de véritable application des normes prudentielles de Solvabilité II, la Mutualité Française a participé à de nombreuses réunions de travail pour défendre des sujets spécifiques devant l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (Eiopa) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Ont notamment été abordés :

- ▶ le calibrage santé actuel ;
- ▶ la question des primes futures (leur non-prise en compte pour le calcul des exigences de fonds propres) ;
- ▶ le choc action (la Mutualité Française et l'Amice ont demandé une modification des conditions d'éligibilité pour encourager la détention d'actions sur le long terme).



La Commission européenne doit proposer des textes législatifs avant fin 2020 dans le cadre de la révision des mesures du « paquet Branches Longues » (risques long terme, retraite et prévoyance). Elle a demandé à l'Eiopa de lui faire remonter les informations spécifiques. Dans cette optique, la Mutualité Française organise depuis 2018 des réunions de travail avec les mutuelles concernées afin d'identifier les sujets et de formuler des propositions.



## UNE EXPERTISE JURIDIQUE, RÉGLEMENTAIRE ET FISCALE POINTUE

Sur l'ensemble de l'année 2018, la Mutualité Française a répondu à 484 questions juridiques et fiscales des mutuelles.

Ont par ailleurs été comptabilisées treize saisines du Conseil supérieur de la Mutualité (CSM) et quinze saisines du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (CCLRF).

Dans le même temps, 18 réunions se sont tenues à l'Organisme pour le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (Orias).

La médiation fédérale opère ce service – obligation légale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 – pour le compte de 190 mutuelles. En 2018, cela représentait 3 511 saisines et 1 016 appels téléphoniques. Le nombre d'avis rendus a augmenté de 183 %.

**484** RÉPONSES

JURIDIQUES ET FISCALES APPORTÉES

AUGMENTATION DE

**183%**

DES AVIS RENDUS EN MÉDIATION



## RENFORCER LA MOBILISATION DES MUTUELLES SUR LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE



**La généralisation de la Déclaration sociale nominative (DSN) à toutes les entreprises privées est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Désormais, 1,5 million d'entreprises effectuent leur déclaration sociale via la DSN, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers déclarant comme les experts-comptables (deux cas sur trois).**

Les mutuelles demeuraient en 2018 encore en retrait, avec trois fois moins d'échanges avec les entreprises que ce que l'on enregistrait dans les institutions de prévoyance.

La FNMF a mis en place un plan d'action afin de mobiliser et d'accompagner les mutuelles : animation d'un réseau de correspondants DSN (140 personnes), proposition de dispositifs pour faciliter et encourager l'exploitation des DSN (outils de lecture, tableaux de bord en ligne...) et développement d'outils en commun avec les institutions de prévoyance (CTIP) et les assureurs privés lucratifs (FFA) afin de fiabiliser les DSN dans les entreprises et chez les experts-comptables.

**L'activité d'assistance de la Mutualité Française aux mutuelles sur la DSN demeure soutenue et porte ses fruits.** Au fil des mois, les demandes sont devenues plus pointues, plus techniques, signe d'appropriation du sujet.



## NOUVEAU CONCENTRATEUR ET NOUVEAUX SERVICES

En février 2018, le nouveau concentrateur « industriel » est entré en service. C'est désormais lui, et non plus la FNMF directement, qui gère à la fois la généralisation de la DSN, mais aussi, depuis fin 2018, la mise en place de deux nouveaux services :

- ▶ la gestion automatisée des échanges avec la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) pour les indemnités journalières (Prest'IJ) ;
- ▶ la gestion des flux d'échanges entre les mutuelles et les courtiers et délégataires de gestion (normes PRDG).

Ce nouveau concentrateur concerne désormais **200 mutuelles et délégataires de gestion**. Il a traité en 2018 plus de **6 millions de DSN** et un volume moyen de **400 000 fiches de paramétrage** émises par les mutuelles au dernier trimestre 2018, des chiffres qui sont appelés à fortement augmenter dans un avenir proche.



## UNE PRÉPARATION AU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Pour répondre aux nombreuses questions des mutuelles et les accompagner sur le prélèvement à la source, la Mutualité Française a réalisé en 2017 et mis à jour en 2018 un guide didactique complet. Elle a également organisé un atelier thématique chaque mois, entre mars et décembre 2018, avec l'intervention d'experts extérieurs, dont la Direction générale des finances publiques (DGFiP).

Pour mémoire, les prestations soumises au prélèvement à la source qui concernent les mutuelles sont :

- ▶ les retraites (de base, complémentaires et supplémentaires) ;
- ▶ les pensions (invalidité) ;
- ▶ les rentes (viagères, éducation, conjoint, dépendance) ;
- ▶ les indemnités (journalières maladie hors affection de longue durée, journalières d'accident du travail, maternité, paternité, adoption) ;
- ▶ les allocations (journalières d'accompagnement d'une personne en fin de vie, amiante) ;
- ▶ les revenus de remplacement (pensions de retraite, indemnités maladie ou de congé parental).



## FAIRE AVANCER LE DOSSIER MÉDICAL PARTAGÉ

Dans le cadre de la généralisation du dossier médical partagé (DMP), annoncée par la ministre des Solidarités et de la Santé le 6 novembre 2018, la Mutualité Française est un relai actif de communication et de déploiement auprès de la Cnam. Afin d'accompagner au mieux les mutuelles du Livre II dans leur communication avec leurs adhérents, une foire aux questions (FAQ) et un kit dédié (guide patient, flyer, vidéo) ont été mis en ligne sur Mutweb. Des guides de mise en œuvre ont été transmis aux responsables de réseaux, à commencer par les pharmacies mutualistes, les pharmaciens étant en première ligne pour l'ouverture des DMP.



## PÉRENNISER LES ACCÈS AUX DONNÉES DE SANTÉ

L'année 2018 a vu l'entrée en application de deux textes majeurs sur la question des données : la loi de modernisation de notre système de santé qui crée les conditions d'un accès ouvert et sécurisé aux



données de santé du système national des données de santé (SNDS) et le Règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD).

Concrètement, les process d'instruction des demandes par l'Institut national des données de santé (INDS) ont été appliqués, les accès des fédérations de complémentaires ont été pérennisés et les travaux permettant l'accès aux données pour les acteurs de la complémentaire santé ont été mis en place.

Dans le même temps, la création d'un *Health data Hub* a été annoncée. Objectif : renforcer l'intelligence artificielle française dans le domaine de la santé.

### DES BASES DE DONNÉES INDISPENSABLES

La FNMF recueille, stocke et contrôle des données relatives aux prestations santé de 14 millions de bénéficiaires. Les bases de données ainsi constituées sont indispensables à l'analyse économique des dépenses de santé et viennent appuyer le positionnement mutualiste. En 2018, le système national des données mutualistes (SNDM) a permis d'évaluer l'impact de la réforme du RAC 0 pour les organismes d'assurance complémentaire et de disposer d'informations pour négocier au mieux les tarifs des soins concernés.

## 6 RÉUNIONS

PRÈS DE

# 200

EXPERTS DE MUTUELLES  
RENCONTRÉS



10

## FAVORISER LES ÉCHANGES DE BONNES PRATIQUES DANS L'UTILISATION DES DONNÉES DE SANTÉ

Concomitamment à l'entrée en vigueur du RGPD au printemps 2018, un groupe de travail d'une trentaine d'experts de mutuelles a vu le jour afin de favoriser les échanges sur la mise en œuvre de la réglementation liée à l'utilisation des données personnelles et informer la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) des difficultés des mutuelles. Ce groupe s'est réuni à six reprises durant l'année.

Dans le même temps, la Cnil a instauré un mécanisme d'échange entre la FNMF et ses services afin de faire de la Fédération l'interface privilégiée entre elle et les mutuelles.

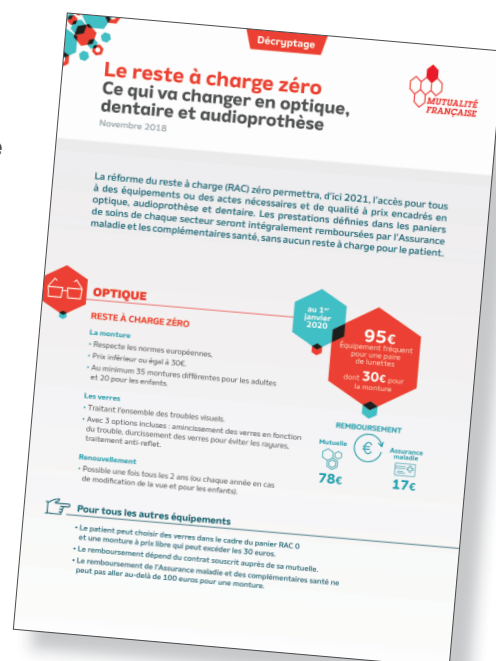
11

## ACCOMPAGNER LES MUTUELLES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU RESTE À CHARGE ZÉRO

À l'issue de la phase de concertation du 1<sup>er</sup> semestre 2018, la réforme du Reste à charge zéro a été traduite dans la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019.

La FNMF a poursuivi ses échanges avec les mutuelles afin de définir de manière plus détaillée les principaux impacts de cette réforme et de porter auprès des interlocuteurs (DSS et Cnam en particulier) les éléments de positionnement et les propositions permettant une mise en œuvre dans des conditions acceptables pour les mutuelles. Dans ce cadre, elle a notamment affiné les mesures d'impacts ou de risques, en particulier du risque financier pesant sur les « petits » contrats et des impacts en matière de gestion. Elle a aussi défendu la nécessité de mettre en place un suivi concerté de la réforme. Cette analyse des impacts sur les métiers des mutuelles s'est appuyée sur des réunions régulières de groupes de travail experts et les échanges avec une « task force dédiée ». Durant cette période, une information régulière a été faite à l'ensemble des mutuelles sur l'avancée des travaux au travers de réunions d'information et d'échanges ouvertes à tous les groupements mutualistes (de septembre à février 2019 : trois réunions se sont tenues avec chacune 80 à 100 participants).

Enfin, plusieurs outils ont été diffusés aux mutuelles dans un dossier stratégique dédié sur Mutweb : supports des réunions d'information, guide de mise en œuvre de la réforme sur ses différents volets, outil de simulation de l'impact économique, tableau de nomenclatures... Ils sont régulièrement mis à jour selon l'actualité.





# Accompagner

## les projets des services de soins et d'accompagnement mutualistes (Ssam)

La Mutualité Française instruit des dossiers portant sur le développement et l'innovation des Ssam. Il s'agit de renforcer la relation directe avec les mutuelles du Livre III pour collecter les initiatives locales et mieux identifier les besoins.

1

### NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT MUTUALISTES

À partir de 2019, le Fonds de développement des services de soins et d'accompagnement mutualistes (FDSSAM) dispose de nouvelles orientations stratégiques et de nouveaux modes de fonctionnement. Le processus d'instruction sera notamment simplifié, tandis que l'accent sera mis sur les thématiques innovantes, dont la télémédecine, le soutien au domicile de la dépendance ou encore l'amélioration des parcours.

# 7,5 M€

ALLOUÉS DANS L'APPEL À PROJETS  
LANCÉ EN AVRIL 2018



AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019, LA FNMF A RÉINTÉGRÉ ET FUSIONNÉ AU SEIN DE LA TOUTE NOUVELLE DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS, DE L'AUTONOMIE ET DES PARCOURS (DOSAP) LES QUATRE TÊTES DE RÉSEAUX OPÉRATIONNELS : GÉNÉRATIONS MUTUALISTES, LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE (GHMF), LE RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE SANTÉ MUTUALISTES (RNCSM) ET L'UNION NATIONALE DES PHARMACIES MUTUALISTES (UNPM). LES OBJECTIFS DE CETTE RÉORGANISATION SONT CLAIRS : PORTER HAUT LA REPRÉSENTATION DU LIVRE III, PARTAGER LES EXPÉRIENCES ET LE VÉCU SUR TERRAIN, CONSTRUIRE DES OUTILS COMMUNS.



## MISSION DE PRÉVENTION DES RISQUES FINANCIERS (CENTRALE DE BILAN)

Que cela soit dans le cadre de la gestion du système fédéral de gestion (SFG) ou dans celui de la prévention des risques, la FNMF a réalisé les actions suivantes :

- ▶ la remontée des comptes 2017 pour 460 groupements mutualistes des Livres II et III ;
- ▶ 200 analyses financières assurantielles ;
- ▶ 210 analyses financières LIII et avis financiers rendus au titre de la prévention des risques LIII et au titre des demandes de financement déposées auprès du Fonds de développement des services de soins et d'accompagnement mutualistes (FDSSAM) et du Fonds national de solidarité et d'action mutualistes (FNSAM) ;
- ▶ 290 fiches ratios communiquées aux mutuelles, qui peuvent ainsi comparer leurs principaux ratios à ceux d'organismes de taille similaire ;
- ▶ des études macro-économiques sur la santé financière des mutuelles des Livres II et III et des études micro-économiques sur des secteurs plus précis.



## EXPÉRIMENTER DE NOUVELLES MODALITÉS DE FINANCEMENT DES PRISES EN CHARGE

Dans le cadre de l'article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale 2018 visant l'émergence de nouvelles organisations et modalités de financement des prises en charge, la Mutualité Française a soumis un projet d'expérimentation relatif à la prévention de la survenue du diabète de type 2 auprès de patients prédiabétiques.

Il s'agit de tester un forfait patient rémunérant une équipe pluriprofessionnelle de soins de ville au sein d'un centre, d'une maison ou d'un pôle de santé, avec une prise en charge coordonnée composée du médecin traitant, d'une infirmière, d'une diététicienne et d'un professionnel de l'activité physique adaptée. La dernière étape consiste à évaluer la coordination entre les équipes.

**Quatre structures de soins mutualistes ont travaillé à la construction de ce protocole :** le centre médical et dentaire MGEN Vaugirard à Paris, le centre médico-polyvalent Mutuelles de France à Nice, l'espace santé Jean Bart de l'Union des mutuelles de Dunkerque et la Maison de santé du 110 à Niort. Une cinquième structure les rejoindra pour la mise en œuvre en cas d'acceptation du dossier : le Centre polyvalent du Hamois de l'Union territoriale Champagne-Ardenne à Vitry-Le-François.

### THIERRY BEAUDET AU MEDTECHLAB

Une convention de partenariat entre l'École des Mines de Saint-Étienne, Eovi Mcd Mutuelle, Eovi Mcd Santé et Services et le groupe Aésio a été signée à l'automne 2018.

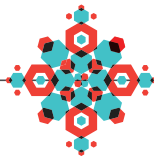
Objectif : travailler ensemble sur la prise en charge des personnes âgées et la prédiction de la dépendance. Les trois axes forts du partenariat sont la recherche, le living lab – ou la chambre médicale du futur – et une communication accrue entre les médecins et les ingénieurs, notamment sur la télémédecine.

Le Président de la Mutualité Française Thierry Baudet a visité le 8 mars 2019 le MedTechLab. L'occasion de découvrir la box des fragilités, qui permet de prédire,

grâce à l'intelligence artificielle, les premiers signes de fragilités des personnes âgées à domicile.

Thierry Baudet a aussi assisté à une présentation de la Cité des Aînés à Saint-Étienne. Située dans le quartier Bellevue, sur un terrain d'1 hectare, cette Cité, qui doit ouvrir ses portes fin 2019, a été conçue comme un village, avec une rue piétonne et commerçante, un kiosque, un restaurant et un jardin thérapeutique ouvert à tous les habitants. Elle proposera aux personnes âgées 35 logements en résidence autonomie, 159 lits en Ehpad et 12 logements adaptés et « domotisés ».





# Proposer

## expertises et formations



### UNE EXPERTISE RECONNUE SUR LES DÉPENSES DE SANTÉ

La Mutualité Française a réalisé trente études et analyses en 2018 sur les dépenses de santé et leur évolution. Ces enquêtes apportent aux mutuelles des analyses et une vision prospective sur l'environnement de leur métier et sur leur risque. Elles évaluent également l'impact des réformes sur leurs prestations. Diffusées dans le Flash info Les chiffres de la santé, qui compte 1 400 abonnés, (+ 8 % en un an), elles ont généré 4 750 visites sur Mutweb.

Chaque année, l'étude « Coût du risque » aide les mutuelles à définir leurs évolutions de cotisation. Elle s'accompagne d'un outil de personnalisation des prévisions.



**LE CLUB ACTUARIAT ET PRÉVISIONS**, ANIMÉ PAR LA FNMF, S'EST RÉUNI LORS DE QUATRE JOURNÉES D'ÉCHANGES RASSEMBLANT CHACUNE ENVIRON 85 PARTICIPANTS EN 2018.



### PRÉVENTION : DE NOUVELLES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES POUR 2019-2021

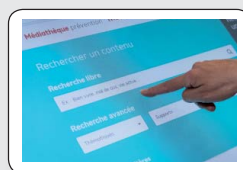
#### TROIS NOUVEAUX OUTILS MUTUALISÉS

**Un jeu de l'oie** : imaginé par l'Union régionale Occitanie, ce jeu est diffusé auprès des Ehpad mutualistes formés au programme « La vie à pleines dents longtemps ». Il sera aussi plus largement utilisé sur des actions de sensibilisation sur le buccodentaire.

**Une batterie de tests de condition physique mutualiste** : ce dispositif, conçu via l'Association sportive montferrandaise omnisports, permet d'établir un profil adapté à chacun. Il a pour but de favoriser la reprise, l'adoption, la réorientation ou le maintien d'une pratique régulière d'activités physiques répondant aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

**Un livret buccodentaire** : mutualisation du guide « Prendre soin de sa bouche », ce livret a été créé par l'Union régionale Occitanie. Il apporte des conseils d'hygiène, de prévention et de soins favorisant la santé buccodentaire.

**Centre de ressources en prévention au service des groupements mutualistes, la Mutualité Française met en place de nouvelles orientations stratégiques pour la période 2019-2021.**



Fruit d'une démarche participative qui a mobilisé un groupe de travail de mutuelles (27 au total), les directeurs d'Unions régionales et leurs services de prévention, elles se traduisent notamment par l'application de quatre nouvelles actions généralisées : la santé des aidants, le « bien-vieillir », la santé buccodentaire et la santé environnementale.

La lisibilité de cette offre pour les groupements sera renforcée via un guide et la nouvelle médiathèque de la prévention sur Mutweb.

# 59

MUTUELLES (+ 18 %)  
ONT UTILISÉ 231 FOIS  
LES SERVICES PRÉVENTION  
AU NIVEAU NATIONAL.

LES RÉGIONS ONT  
ORGANISÉ PLUS DE

# 8 000

ACTIONS EN 2018.

# LA FNMF

INTERVIENT EN TANT QUE  
SUPPORT À L'EXPERTISE.

# 315 500

PERSONNES ONT PARTICIPÉ  
À CES ACTIONS (+ 14 %).

### 3

## UNE ACTIVITÉ DE FORMATION PLÉBISCITÉE

En 2018, la formation a appuyé les mutuelles adhérentes sur la professionnalisation des élus et la montée en charge des compétences collectives.

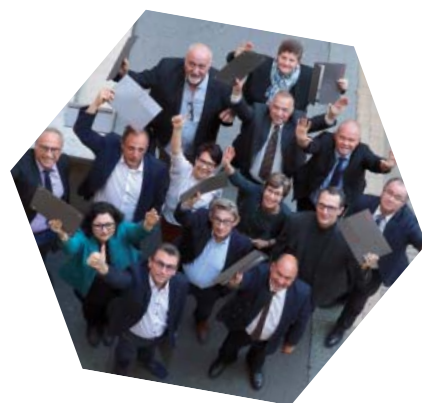
Ce sont 243 stagiaires qui ont participé à des sessions de formation figurant au catalogue de la FNMF et 1 233 stagiaires qui ont été formés dans le cadre de modules mis en place sur mesure pour le compte de mutuelles adhérentes.



Les formations aux Diplôme universitaire de responsable mutualiste (Durm) et Master 2 Professionnel cadres de la Mutualité, des assurances et de la prévoyance (Camap), organisées par l'université Paris I Panthéon-Sorbonne se poursuivent, respectivement sur les 17<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> promotions.

La formation certifiante développée avec Sciences Po se poursuit.

La cérémonie de remise des diplômes de la première promotion du Certificat en gouvernance des mutuelles s'est tenue le 6 septembre 2018 à Sciences Po. Seize mutualistes (administrateurs, cadres dirigeants et salariés) ont été diplômés. La 4<sup>e</sup> promotion sera formée entre le 18 septembre 2019 et le 22 janvier 2020.



### 4

## UNE POLITIQUE DES PARTENARIATS STRUCTURÉE ET INFLUENTE

La politique des partenariats, animée par la Mission partenariats/mécénat de la Fédération, fait partie intégrante de la stratégie de communication et d'influence de la Mutualité Française.

Elle est structurée autour d'axes directeurs :

- ▶ Promouvoir notre modèle d'entreprendre et notre capacité à nous différencier ;
- ▶ Participer à l'évolution prospective du modèle ;
- ▶ Contribuer au développement économique des mutuelles.

Trois thèmes prioritaires doivent servir à la fois de critères de développement et de filtrage :

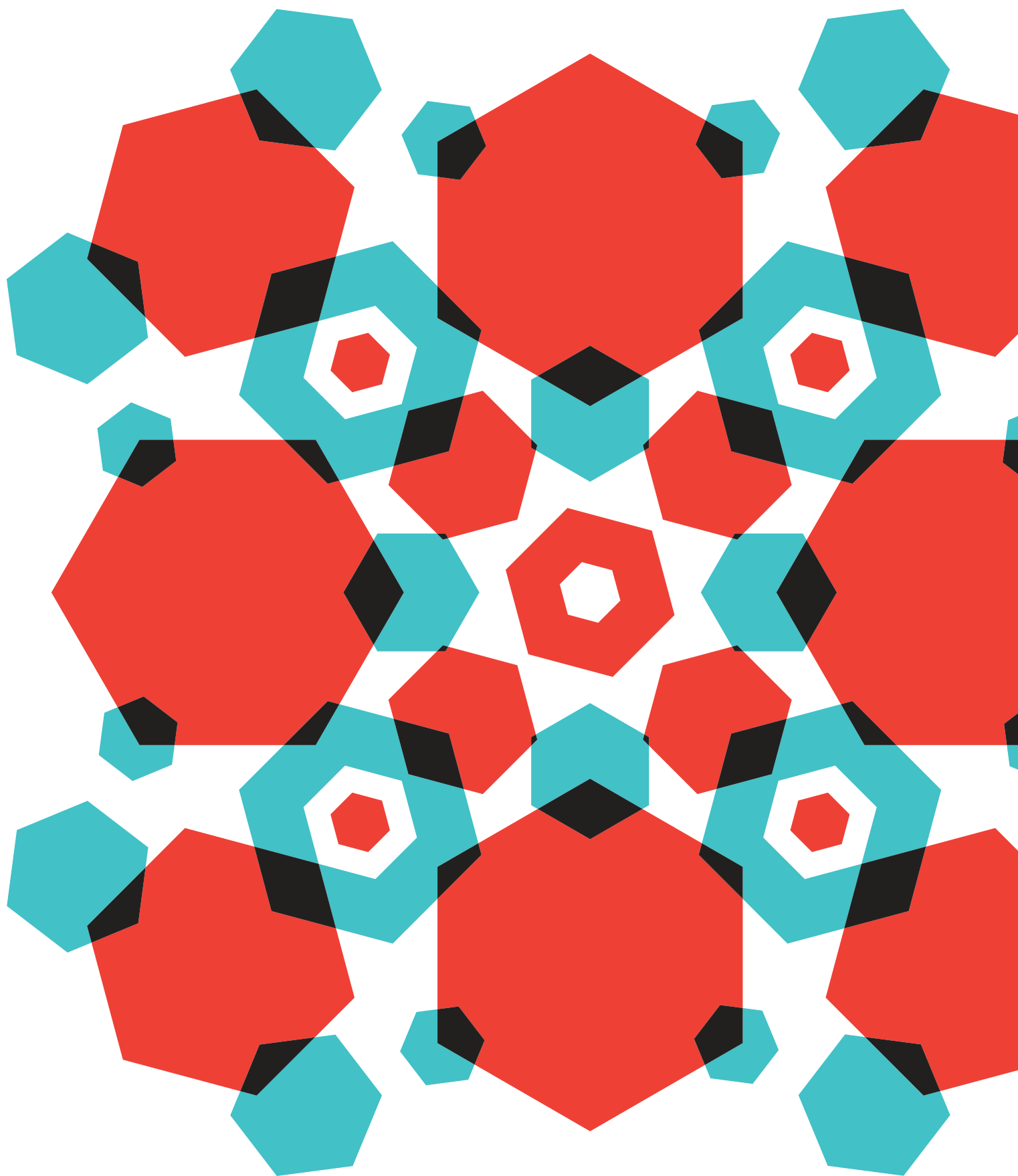
- ▶ Renforcer et cibler les synergies avec le monde universitaire et de la recherche ;
- ▶ Développer des alliances avec les professionnels de santé ;
- ▶ Favoriser l'innovation sociale et la transformation du système de santé.

L'objectif est triple : coordination, soutien, pilotage.

Un des projets phare à venir concerne l'approfondissement des liens de la FNMF avec le monde universitaire et de la recherche.

**À FIN 2018 :**

**51 PARTENARIATS**

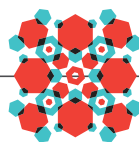




# Animer

Faire du mutualisme un modèle ouvert  
sur le monde, engagé et innovant.

Poursuivre la transformation de la FNMF  
dans un objectif de performance économique,  
sociale, collective et environnementale.



# Être acteur de la transformation digitale

En 2018, plusieurs journées ont été dédiées à l'innovation.  
Elles traduisent la volonté de la Fédération d'animer une communauté d'acteurs  
sur le sujet et de favoriser la diffusion de l'innovation en mutualité.

## 1 ÉVÉNEMENT BLOCKCHAIN

Une matinée dédiée à la *Blockchain* s'est tenue le 7 mars 2018 à Paris.

Cet événement se voulait à la fois généraliste, avec une intervention de Thomas Gerbaud, *data scientist*, sur les principaux enjeux de la *Blockchain*, mais aussi centré sur le métier des mutuelles :

- ▶ CSA consulting a dévoilé l'étude réalisée pour la Mutualité Française sur ce thème : *Blockchain*, état des lieux et cas d'usages ;
- ▶ Oracle a présenté ses solutions d'accompagnement des entreprises ;
- ▶ IZNES a exposé une solution de suivi de registres de fonds de placement, développée avec OFI Asset Management et cinq autres sociétés de gestion de portefeuille qui se sont pour l'occasion constituées en consortium.

La matinée a réuni plus de 110 participants mutualistes, élus et opérationnels, issus principalement de Directions innovation ou marketing.

## 2 JOURNÉE INNOVATION POUR L'AUTONOMIE

Une deuxième édition de la Journée innovation pour l'autonomie s'est déroulée au Liberté Living-Lab, le 9 novembre 2018, sur le thème « Personnes âgées : quelles solutions à la hauteur des enjeux de l'accompagnement à domicile ? ».

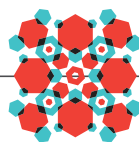


Une centaine de participants (dirigeants mutualistes, *start-ups*, industriels, institutionnels, etc.) a pu débattre sur les thèmes du domicile connecté, du soutien à domicile et du financement de ces nouvelles solutions. Des sessions de *pitchs* de *start-ups* ont ponctué la journée et un « Village Entreprises » a facilité les échanges entre les participants.

## 3 JOURNÉE INNOVATION DANS LE DOMAINE DU SOIN

Le 13 décembre 2018, la Mutualité Française et le Groupement hospitalier de la Mutualité Française (GHMF) ont organisé une journée Innovation sur le thème « L'innovation au service du patient et de l'hôpital : quel impact sur l'organisation du réseau mutualiste ? ». Cet événement a permis aux participants d'assister à une série de *keynotes* et de table rondes. Le parcours de santé coordonné, l'innovation organisationnelle, le pilotage des réseaux de soins, le cas du Centre mutualiste de Kerpape, ou encore le partage de l'information ont été des sujets abordés tout au long de cette séquence.

Cette journée a également été l'occasion d'un *Challenge start-ups*. Neuf pépites de l'innovation organisationnelle et de l'utilisation des données ont *pitché* devant un jury présidé par Maurice Ronat, Président du GHMF. Lumio Medical a gagné le premier prix grâce à sa solution pour éviter les erreurs médicales et plus particulièrement les accidents médicamenteux. Ces derniers sont responsables de 30 000 décès chaque année en France. Un prix Coup de cœur a également été attribué à Arkhn, une organisation à but non lucratif qui standardise les données de santé dans les hôpitaux.



# S'engager

## en faveur de la santé et du bien-être du plus grand nombre

Interlocuteur naturel auprès des pouvoirs publics sur les questions de santé et de protection sociale, la Mutualité Française est continuellement force de propositions.



### GRAND DÉBAT NATIONAL, LA MUTUALITÉ FRANÇAISE PORTE LES ATTENTES DES FRANÇAIS EN MATIÈRE DE SANTÉ

Considérant que la santé était la grande absente des thèmes du Grand débat national, les mutuelles ont organisé en février et mars 2019 une centaine de débats sur l'ensemble du territoire.

Au total, près de 5 000 citoyens de tous horizons ont participé à ces échanges et fait part de leurs nombreuses attentes. Ces débats ont mis en lumière un doute concernant la capacité de notre système actuel à garantir des soins de qualité à chaque Français quel que soit son lieu de vie, quelle que soit sa condition sociale. Les constats et propositions issus de ces débats illustrent le souhait de voir émerger une offre de santé mieux répartie sur l'ensemble du territoire, plus juste et plus performante en matière de prévention, de soins et de protection sociale. De même, ces échanges ont fait ressortir de fortes attentes face aux enjeux du vieillissement de la population, du grand âge et de la perte d'autonomie.



**ORGANISATION**  
DE PLUS DE  
**100**  
DÉBATS



**PARTICIPATIONS**  
DE PRÈS DE  
**5 000**  
CITOYENS



### PLACE DE LA SANTÉ - LES RENCONTRES



Le 6 février 2018, la Mutualité Française a lancé, en partenariat avec trois *think tanks* (la Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova et la Fondapol), le premier événement Place de la santé – Les Rencontres sur le Reste à charge zéro.

Place de la santé – Les Rencontres a été conçu comme un carrefour où se retrouvent les acteurs de la protection sociale (confédérations syndicales, associations de patients...) et de la santé et les décideurs publics pour débattre de l'actualité de notre secteur et faire émerger les solutions de demain.

Pour sa deuxième édition, qui s'est tenue le 26 mars 2019, Place de la santé – Les Rencontres a réuni autour de Thierry Beaudet, Olivier Véran (Député, Rapporteur général de la Commission des affaires sociales), Marie-Anne Montchamp (Présidente de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie), André Accary (Président du département de Saône-et-Loire) et Gilles Finchelstein (Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès) pour échanger sur l'une des grandes réformes sociales du quinquennat : celle du grand âge et de l'autonomie.





## PLACE DE LA SANTÉ – EUROPE, GRAND ORAL POUR DIX TÊTES DE LISTES AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES



**Un peu plus de deux ans après s'être invitée au cœur de l'élection présidentielle en organisant un grand oral auquel avaient répondu présents les quatre principaux candidats, la Mutualité Française a réuni le 11 avril 2019 les principales têtes de listes françaises aux élections européennes à la Maison de la Radio.**

Organisé en partenariat avec le Parlement européen, Public Sénat, Courrier international, touteurope.eu et l'association citoyenne Le Mouvement européen, cet événement a été l'occasion d'entendre leurs réponses aux attentes des Français en matière d'Europe sociale et durable. Les résultats d'une vaste étude d'opinion européenne, menée par Harris Interactive dans sept pays (France, Allemagne, Portugal, Italie, Pologne, Suède et Grèce), y ont été présentés.

Point d'orgue de l'implication des mutuelles pour une Europe sociale plus juste, plus humaine et plus respectueuse de l'environnement, ce

grand oral a été l'occasion d'écouter les dix candidats : Manon Aubry (La France insoumise), Jordan Bardella (Rassemblement national), François-Xavier Bellamy (Les Républicains), Ian Brossat (Parti communiste français), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Raphaël Glucksmann (Place publique – Parti socialiste), Benoît Hamon (Génération.s), Yannick Jadot (Europe Écologie-Les Verts), Jean-Christophe Lagarde (Union des démocrates et indépendants) et Nathalie Loiseau (Renaissance).

**Ils ont été interrogés sur cinq thématiques :**



Cette séquence forte constitue une étape clé d'une démarche volontaire entamée quelques semaines plus tôt avec la publication d'un manifeste co-signé par une dizaine d'acteurs mutualistes européens et le lancement d'une plateforme Place de la santé – Europe avec un questionnaire multilingue. Une dizaine de débats a par la suite été organisée à travers la France, dans le but de faire remonter les propositions en faveur d'une Europe sociale, soumises à une votation citoyenne en ligne.

L'ensemble de ces travaux a permis d'interroger les candidats aux élections européennes : le 11 avril à Paris, le 4 mai à Milan et le 10 mai à Lisbonne.

*" L'implication des mutuelles pour une Europe sociale plus juste, plus humaine et plus respectueuse de l'environnement ".*



## UNE MOBILISATION RÉGIONALE ET PARTICIPATIVE

**La Mutualité Française a souhaité donner une forte dimension participative aux débats dans les Unions régionales en répliquant la méthode innovante utilisée lors de l'expérimentation Grand Âge et autonomie fin 2018.**

Ce sont 11 débats qui se sont déroulés sur les territoires du 19 février au 19 mars 2019. De Saint-Jean-de-Luz à Strasbourg, de Lattes à Plérin, des centaines de militants mutualistes et de partenaires extérieurs ont pu discuter de l'Europe des solidarités, de l'Europe de la santé ou encore de l'Europe du travail et de l'emploi. Comme un symbole, le débat de clôture, organisé par l'Union régionale Hauts-de-France, a été transféré à Bruxelles. Plus de 40 participants, dont des représentants de l'Association internationale de la Mutualité (AIM) et des mutuelles belges, se sont réunis dans la capitale européenne pour alimenter la réflexion collective.

La Fédération s'est appuyée sur deux *start-ups* de l'univers des « civic techs » (innovations démocratiques) pour animer ces ateliers et les faire vivre en ligne via une solution web dédiée. Grâce à l'accompagnement d'animateurs formés et à l'implication des Unions régionales, les militants ont ainsi eu l'occasion de proposer des mesures concrètes qui ont été intégrées à la plateforme numérique et soumises au vote. Les propositions plébiscitées ont ensuite été débattues lors du débat Place de la santé – Europe du 11 avril 2019. Les candidats ont notamment dû répondre aux sujets suivants : l'harmonisation de la législation de l'Union européenne pour interdire l'utilisation des pesticides, la création d'une taxe européenne sur les mouvements financiers pour mettre en place des programmes d'harmonisation sociale, rendre la vaccination obligatoire au sein de l'Union européenne, etc.



## LE PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

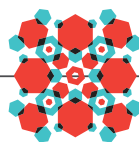
**À l'occasion des démarches menées dans le cadre du Grand débat national, la Mutualité Française a échangé avec le collectif « Les Places de la République », dont elle est membre depuis 2016, ainsi que des organisations qui se sont par la suite impliquées au mouvement.**

Les échanges ont abouti à la signature d'un pacte social et écologique qui comprend 66 propositions dont la finalité est de « donner à chacun le pouvoir de vivre ». Ce pacte, signé par 19 organisations, dont la Mutualité Française, a été présenté en conférence de presse le 5 mars 2019.

La Mutualité Française a souhaité s'engager afin de mettre en avant les problématiques de santé pour lesquelles les Françaises et les Français attendent des réponses fortes, comme ils l'ont souligné lors des débats organisés par les mutuelles.

Dans le cadre de ce pacte, plusieurs rencontres institutionnelles ont été organisées (ministères, partis politiques...), lors desquelles la Mutualité Française a pu faire entendre ses attentes en matière d'accès aux soins et de prise en compte des enjeux pour le grand âge et l'autonomie.

Ce Pacte du pouvoir de vivre s'est déployé sur l'ensemble du territoire. Ainsi, les Unions régionales ont été invitées à organiser des rencontres avec les autres signataires du pacte en région.



# Être présent

sur le terrain, au plus près des adhérents



## LES RENCONTRES INTERRÉGIONALES

Le Président de la Mutualité Française, la Secrétaire générale, l'Administratrice déléguée à l'animation du Mouvement et le Directeur général sont allés à la rencontre des mutualistes sur les territoires. Ils sont intervenus pour présenter les actualités du Mouvement, le contexte politique, le Grand débat national et les élections européennes. Ces événements ont également été l'occasion d'un temps d'échanges privilégié sur les propositions de la Mutualité Française sur le grand âge et l'autonomie.

- 
- ▶ **28 février 2019** à Orléans, pour les régions Bretagne, Centre Val-de-Loire et Pays-de-La-Loire ;
  - ▶ **7 mars 2019** à Valence, pour les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Sud et Corse ;
  - ▶ **3 avril 2019** à Toulouse, pour les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ;
  - ▶ **10 mai 2019** à Strasbourg, pour les régions Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté ;
  - ▶ **4 juillet 2019** à Paris, pour les régions Île-de-France, Normandie et Hauts-de-France.
- Fin 2019**, c'est en Outre-mer que ces rencontres se poursuivront.



## UNE NOUVEAUTÉ : LES CERCLES EN RÉGIONS

De nouveaux rendez-vous ont été mis en place en 2018 : les Cercles en régions. Ils sont l'occasion de traiter les sujets d'actualité sur le terrain. Les experts de la Mutualité Française sont ainsi venus débattre autour des enjeux du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2019 (PLFSS), l'entrée en vigueur du règlement général de la protection des données (RGPD), de la directive sur la Distribution d'assurances (DDA). Quatre cercles en régions ont été organisés par les Unions régionales Sud, Nouvelle-Aquitaine, Grand-Est et Île-de-France. **Devant l'accueil réservé à cette démarche et la richesse des échanges et des contenus, ces rendez-vous seront reconduits.**



## LES JOURNÉES DE RENTRÉE À NANCY

Des représentants des groupements mutualistes se sont retrouvés les 25 et 26 septembre 2019 au Centre Prouvé de Nancy pour les Journées de rentrée de la Mutualité Française sur le thème : « Les mutuelles, actrices de la transformation du système de santé ».

Cet événement a été l'occasion pour les participants d'assister à des tables rondes et de découvrir le village « Place de la santé – Place à l'innovation ! ». Nouveauté 2019, cet espace proposait :

- ▶ des stands d'exposants mutualistes, de *start-ups* du secteur de la santé et d'entreprises ;
- ▶ des conférences, des débats, ainsi que la remise du Prix Innovation mutuelle, destiné à valoriser des projets innovants en matière de santé ou leur impact social et sociétal, dans la continuité du Prix Innovation du Congrès 2018.

De nombreuses personnalités et experts du secteur de la santé ont participé à l'événement.

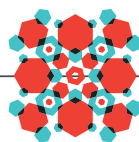


## 4 JOURNÉE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS DU 5 JUIN 2019 : UN NOUVEAU RENDEZ-VOUS RÉUSSI POUR LES PRÉSIDENTS ET LES DIRIGEANTS OPÉRATIONNELS DES MUTUELLES

La première édition de la Journée des dirigeants effectifs s'est tenue le 5 juin 2019, l'occasion pour les Présidents et dirigeants opérationnels des mutuelles du Livre II de se retrouver afin d'échanger avec des experts de la Fédération et de la place, avec des dirigeants de mutuelles ainsi qu'avec le régulateur sur les grandes tendances de l'évolution du marché et de la réglementation en protection sociale.

**Plusieurs sujets ont été abordés sous forme d'exposés, de tables rondes ou de témoignages de mutuelles :**

- ▶ le marché de la protection sociale complémentaire et la situation financière des mutuelles (focus frais de gestion, politique de diversification, évolution du marché, regards croisés petites-grandes mutuelles) ;
- ▶ l'actualité en protection sociale complémentaire : Reste à charge zéro, lisibilité, loi Pacte (état d'avancement au sein des mutuelles, enjeux et difficultés de mise en œuvre) ;
- ▶ intervention de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sur les principaux points de surveillance et sur les évolutions réglementaires actuelles ;
- ▶ intervention de la Direction générale du Trésor pour un point d'actualité sur les révisions 2018 et 2020 de la directive Solvabilité II.



# Une Fédération *qui s'adapte*



## LA MISE EN CONFORMITÉ RGPD

En 2018, la FNMF a nommé son délégué à la protection des données personnelles (DPO). Elle a également réalisé une cartographie des risques pour la Fédération, identifié les écarts de conformité et élaboré un plan d'actions proportionné au niveau de risque et mis en place les processus et les outils imposés par le RGPD (registres des traitements, registre des droits des personnes et de violation des données, analyse d'impact sur la protection des données, guide de procédure en cas de contrôle...). Elle a mené les actions de sensibilisation et de formation des collaborateurs de la FNMF. Elle a par ailleurs proposé deux offres d'accompagnement à la mise en conformité à destination des groupements adhérents ainsi qu'un club des référents à la protection des données.



## LA MAÎTRISE DES CHARGES

La FNMF a poursuivi en 2018 la mise en œuvre de la trajectoire de réduction de la cotisation fédérale qui prévoit une baisse de 22 % entre 2016 et 2022. Pour 2018, la cotisation fédérale des mutuelles est ainsi en baisse de 3 % par rapport à la cotisation votée au titre de 2017. Le plan d'adaptation de la Fédération qui accompagne ce processus de baisse de la cotisation est mis en œuvre et permet de développer l'efficience à périmètre d'intervention comparable. La Fédération s'adapte ainsi à un rythme globalement plus rapide que celui initialement prévu sur ses objectifs.



## UN NOUVEL IMMEUBLE FÉDÉRAL



© Agence Rudy Ricciotti

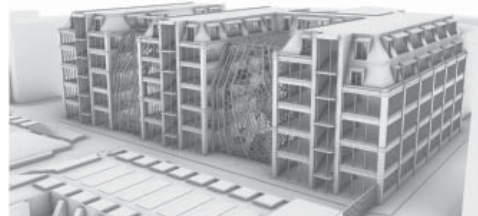
La Fédération a acté au printemps 2017 la restructuration complète de l'immeuble fédéral. L'objectif est de disposer d'un bâtiment moderne avec une labélisation Haute qualité environnementale (HQE) de niveau excellent, modulable et en situation d'accueillir dans les meilleures conditions la FNMF et ses adhérents, mais aussi des locataires tiers qui permettront l'équilibre économique du projet. ■■■

▶▶▶ Ce projet s'inscrit dans une démarche globale de qualité de vie au travail visant à développer la performance sociale, d'évolution de la culture managériale, de modernisation des espaces de travail et de modernisation de l'image de la Fédération. Tout au long de 2018, les équipes ont travaillé sur la conception et le cahier des charges permettant un concours ouvert à trois architectes reconnus. À l'issue d'une présentation réalisée devant le jury du concours, la proposition de l'architecte Rudy Ricciotti a été retenue.

En 2019, les travaux sur le projet architectural et les démarches administratives se sont poursuivis.



© Agence Rudy Ricciotti



© Agence Rudy Ricciotti



© Agence Rudy Ricciotti

**278**

COLLABORATEURS  
À LA FÉDÉRATION

## NOUVELLE IDENTITÉ ET NOUVEAU STATUT POUR L'UGEM



L'Assemblée générale extraordinaire de l'Union des groupements des employeurs mutualistes (Ugem) du 9 mars 2018 a adopté la réforme statutaire proposée par le Conseil d'administration de la FNMF. La dénomination sociale est devenue Association nationale des employeurs de la Mutualité (Anem). À cette occasion, le Conseil d'administration s'est resserré autour de vingt et un administrateurs, dont trois sont issus du Conseil d'administration de la FNMF et le bureau est composé de cinq membres. L'ensemble de la gouvernance est renouvelé et la nouvelle Présidente élue est Marie-Pierre Le Breton.

Dans ce cadre, une nouvelle impulsion stratégique est initiée et se traduit dans un plan stratégique « Anem : ambition 2021 » validé lors de l'AG du 23 novembre 2018 et **décliné en cinq axes** :

- Axe n° 1 :**  
dynamiser le cœur de métier de l'Anem.
- Axe n° 2 :**  
créer une nouvelle relation avec les adhérents de l'Anem.
- Axe n° 3 :**  
faire rayonner l'Anem au plan national et dans son environnement.
- Axe n° 4 :**  
placer l'Anem au cœur de l'ESS.
- Axe n° 5 :**  
optimiser et renforcer les relations entre l'Anem et la FNMF.





## RETROUVEZ-NOUS SUR :

**[www.mutualite.fr](http://www.mutualite.fr)**



[www.facebook.com/mutualite.francaise](https://www.facebook.com/mutualite.francaise)



[twitter.com/mutualite\\_fr](https://twitter.com/mutualite_fr)



[www.youtube.com/user/mutualitefrancaise](https://www.youtube.com/user/mutualitefrancaise)



[fr.linkedin.com/company/mutualite-francaise](https://fr.linkedin.com/company/mutualite-francaise)

FNMF – organisme régi par le Code de la Mutualité – SIREN 304 426 240

Direction de la communication et de l'information – septembre 2019

© N.Mergui ; Adobestock

ISSN : 2610-3664









Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF)  
255, rue de Vaugirard  
75719 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 40 43 30 30